Amériques

9. Amérique centrale : efforts de paix

Débats initiaux

Par une lettre datée du 24 février 1989, adressée au Secrétaire général¹, les représentants du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua ont fait tenir le texte d'une déclaration commune des présidents des États d'Amérique centrale² adoptée par leurs chefs d'État respectifs le 14 février 1989 à l'issue de leur réunion au sommet tenue à Costa del Sol (El Salvador). Les cinq présidents ont fait observer qu'ils avaient analysé la situation du processus de paix en Amérique centrale et pris les décisions qui s'imposaient pour assurer son entrée en vigueur, étant entendu que les engagements pris dans le cadre des Accords d'Esquipulas II du 7 août 1987³ et de la Déclaration d'Alajuela du 16 janvier 1988⁴ constituaient un tout indivisible. Le Président du Nicaragua leur a fait savoir qu'il était disposé à engager dans son pays un processus de démocratisation et de réconciliation nationale, dans le cadre des Accords de Esquipulas II, à organiser des élections, au plus tard le 25 février 1990 et à inviter des observateurs internationaux, y compris des représentants du Secrétaire général, afin de constater que le processus se déroulait selon les règles. Les présidents centraméricains se sont également engagés à élaborer, dans un délai maximum de 90 jours, un plan conjoint pour la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation volontaires au Nicaragua et dans des pays tiers des membres de la résistance nicaraguayenne et de leur famille. À cette fin, ils solliciteraient les conseils techniques des institutions spécialisées des Nations Unies. Ils ont également chargé la Commission exécutive

de créer, conformément aux entretiens tenus avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un mécanisme international pour vérifier l'exécution des engagements pris en matière de sécurité.

Le 26 juin 1989⁵, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport sur la situation en Amérique centrale⁶, conformément aux résolutions 530 (1983) et 562 (1985) du Conseil. Il a rappelé que les pays d'Amérique centrale avaient, dans leur déclaration conjointe, du 14 février 1989, pris plusieurs engagements concrets ayant pour but d'assurer l'application des Accords d'Esquipulas II et confié à l'Organisation des Nations Unies trois tâches importantes, à savoir l'assistance en vue de la création d'un mécanisme international de vérification sur place des engagements pris en matière de sécurité; la présence d'observateurs internationaux pour s'assurer que le processus électoral au Nicaragua se déroulait selon les règles; et la fourniture de conseils techniques par des institutions spécialisées des Nations Unies sur la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation volontaires des membres de la résistance nicaraguayenne.

En ce qui concernait la création éventuelle d'un mécanisme de vérification de l'exécution des engagements pris en matière de sécurité, le Secrétaire général a indiqué que le Secrétariat avait rédigé, avec les gouvernements des cinq pays d'Amérique centrale, un document de travail pour la création du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA), qui serait déployé dans ces pays. Compte tenu de ce document de travail, les Ministres des affaires étrangères du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua lui avaient adressé une lettre datée du 31 mars 1989⁶ lui demandant de prendre les mesures nécessaires en vue de créer le Groupe d'observateurs. Cependant, le Secrétaire général a indiqué qu'il n'était pas en mesure de procéder à ces démarches, à cause de la réserve

¹ S/20491.

² Ibid., annexe. Déclaration également connue sous le nom de « Déclaration de Costa del Sol » ou « Accord de Tesoro Beach ».

³ Document intitulé « Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique latine », signé à Guatemala le 7 août 1987 par les présidents des cinq républiques centraméricaines (S/19085, annexe). Également connu sous le nom d'« Accord de Guatemala ».

⁴ Déclaration commune des présidents des États d'Amérique centrale, publiée le 16 janvier 1988 à Alajuela (Costa Rica) (S/19447, annexe).

⁵ S/20699 et Add.1 du 9 octobre 1989. Le rapport a été également présenté à l'Assemblée générale, en application de sa résolution 43/24 du 15 novembre 1988.

⁶ S/20642.

formulée par l'un des signataires. En ce qui concernait le processus électoral au Nicaragua, il a indiqué qu'il avait reçu une demande officielle du Gouvernement nicaraguayen pour que l'on procède à l'établissement d'un groupe d'observateurs électoraux et qu'il était en contact avec le Gouvernement nicaraguayen pour ce qui était de l'accomplissement de cette tâche. Faisant remarquer que cela s'inscrivait dans le contexte du plan de paix pour l'Amérique centrale, il a indiqué qu'il avait informé le Président de l'Assemblée générale à ce sujet. Il s'était également tenu en contact avec le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) aux fins d'effectuer conjointement l'opération d'observation. En ce qui concernait le plan conjoint pour la démobilisation, le rapatriement et la réinstallation volontaires des membres de la résistance nicaraguayenne, le Secrétaire général a indiqué que les présidents des pays d'Amérique centrale ne l'avaient pas encore approuvé.

Le Secrétaire général s'est déclaré préoccupé par le fait que, depuis le dernier sommet des présidents des pays d'Amérique centrale, le climat politique s'était détérioré et que, dans certains cas, il y avait eu recrudescence de la violence. Il a souligné son opinion selon laquelle les mesures permettant de résoudre les problèmes dont souffraient les pays d'Amérique centrale et leurs populations existaient dans les instruments auxquels leurs gouvernements avaient souscrit. Plus précisément, la clef de la remise en marche du processus de paix se trouvait dans l'application immédiate des décisions spécifiques exposées dans son rapport, qui prévoyaient un rôle pour l'Organisation des Nations Unies.

**Décision du 27 juillet 1989 (2871^e séance) :
résolution 637 (1989)**

À sa 2871^e séance, le 27 juillet 1989, comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil a inscrit à son ordre du jour le point intitulé « Amérique centrale : efforts de paix ».

À la suite de l'adoption de l'ordre du jour, le Président (Yougoslavie) a appelé l'attention des membres du Conseil sur le rapport du Secrétaire général et sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures⁷. Il a expliqué que l'objectif principal du projet de résolution était de faire en sorte que le Conseil approuve sans

réserve les efforts que ne cessaient de faire les cinq pays d'Amérique centrale et leurs présidents pour instaurer une paix stable et durable dans la région. Il a noté que dans le projet de résolution, le Conseil apportait son soutien sans réserve au Secrétaire général pour qu'il poursuive sa mission de bons offices dans la région, en consultation avec le Conseil de sécurité. Le projet de résolution a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 637 (1989) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 530 (1983) du 19 mai 1983 et 562 (1985) du 10 mai 1985, les résolutions 38/10 du 11 novembre 1983, 39/4 du 26 octobre 1984, 41/37 du 18 novembre 1986, 42/1 du 7 novembre 1987 et 43/24 du 15 novembre 1988 de l'Assemblée générale, ainsi que l'initiative prise le 18 novembre 1986 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des États américains,

Convaincu que les peuples d'Amérique centrale souhaitent parvenir à un règlement pacifique de leurs conflits sans ingérence extérieure, et notamment sans appui à des forces irrégulières, dans le respect des principes de l'autodétermination et de la non-intervention, tout en assurant le plein respect des droits de l'homme,

Prenant acte du rapport que le Secrétaire général a présenté le 26 juin 1989 en application des résolutions 530 (1983) et 562 (1985) du Conseil de sécurité,

Reconnaissant l'importante contribution du Groupe de Contadora et de son Groupe de soutien en faveur de la paix en Amérique centrale,

Se félicitant de l'accord sur le « Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale » signé le 7 août 1987 à Guatemala par les Présidents des Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, qui témoigne de la volonté des peuples d'Amérique centrale d'assurer la paix, la démocratisation, la réconciliation, le développement et la justice, conformément à leur décision de relever le défi historique de forger un avenir de paix pour la région,

Se félicitant aussi des déclarations conjointes ultérieures des présidents des pays d'Amérique centrale, publiées le 16 janvier 1988 à Alajuela (Costa Rica) et le 14 février 1989 à Costa del Sol (El Salvador),

Conscient de l'importance que les présidents des pays d'Amérique centrale attachent à la vérification internationale, qui est un élément essentiel de la mise en œuvre des instruments susmentionnés, et en particulier des engagements qu'ils ont pris en ce qui concerne la sécurité régionale, notamment refus d'utilisation d'un territoire pour aider à la déstabilisation de pays voisins et démocratisation, en particulier tenue d'élections libres et régulières, ainsi que démobilisation, rapatriement ou

⁷ S/20752.

réinstallation volontaires des membres des forces irrégulières, comme prévu dans l'Accord de Costa del Sol du 14 février 1989,

Conscient également que les engagements consacrés par l'Accord de Guatemala forment un tout harmonieux et indivisible,

Notant avec satisfaction les efforts déployés à ce jour par le Secrétaire général pour favoriser le processus de paix en Amérique centrale, notamment en soutenant la mise en place de mécanismes appropriés pour vérifier le respect des dispositions de l'Accord de Guatemala et de la déclaration conjointe adoptée par les présidents des pays d'Amérique centrale à leur réunion tenue en El Salvador le 14 février 1989, et en particulier de ce qu'il est convenu avec le Nicaragua d'envoyer dans ce pays une mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du processus électoral,

1. *Loue* la volonté de paix que les présidents des pays d'Amérique centrale ont manifestée en signant le 7 août 1987 à Guatemala l'accord sur le « Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale » et en adoptant par la suite des déclarations conjointes, en application de cet accord;

2. *Exprime son plus ferme soutien* à l'Accord de Guatemala et aux déclarations conjointes;

3. *Demande* aux présidents de poursuivre leurs efforts pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale en veillant au respect scrupuleux des engagements pris aux termes de l'Accord de Guatemala et des expressions de bonne volonté contenues dans la déclaration conjointe du 14 février 1989;

4. *Engage* tous les États, en particulier ceux qui ont établi des liens avec la région ou qui y ont des intérêts, à soutenir la volonté politique des pays d'Amérique centrale d'appliquer les dispositions de l'Accord de Guatemala et de la déclaration conjointe, et en particulier les dispositions en vertu desquelles les gouvernements de la région et d'ailleurs qui fournissent, ouvertement ou clandestinement, une aide aux forces irrégulières ou aux mouvements insurrectionnels dans la région doivent mettre fin immédiatement à cette aide, sauf lorsqu'il s'agit de l'aide humanitaire qui contribue aux objectifs de l'Accord de Costa del Sol;

5. *Apporte* son soutien sans réserve au Secrétaire général pour qu'il poursuive sa mission de bons offices, en consultation avec le Conseil de sécurité, à l'appui des gouvernements des pays d'Amérique centrale qui s'efforcent d'atteindre les objectifs énoncés dans l'Accord de Guatemala;

6. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte régulièrement au Conseil de sécurité des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

Prenant la parole après le vote, le représentant des États-Unis d'Amérique a déclaré que la résolution reflétait et appuyait trois éléments importants du processus de paix en Amérique centrale : l'importance

vitale de la mise en œuvre des principes et des dispositions des Accords d'Esquipulas et de Tesoro⁸ pour l'instauration de la paix et de la démocratie dans la région; la nécessité cruciale d'organiser des élections libres et régulières au Nicaragua afin de libérer le mouvement régional vers la paix, la démocratie et le développement; le fait que les États qui continuaient d'apporter une assistance meurtrière aux forces d'insurrection de la région, à savoir l'appui fourni par le Nicaragua et Cuba au Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), devaient mettre fin à ces fournitures d'armes et déclarer publiquement qu'ils renonçaient à ces pratiques⁹.

**Décision du 20 septembre 1989 : lettre
du Président du Conseil de sécurité
adressée au Secrétaire général**

Par une lettre datée du 28 août 1989, adressée au Président du Conseil de sécurité¹⁰, le Secrétaire général a rappelé que le Conseil avait examiné l'accord conclu le 7 août 1989 par les cinq présidents centraméricains lors de leur réunion tenue à Tela, au Honduras¹¹, sur un Plan conjoint pour la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation librement consentie, au Nicaragua ou dans des pays tiers, de membres de la résistance nicaraguayenne et de leur famille. Il avait reçu depuis une demande datée du 14 août 1989 des représentants des cinq pays d'Amérique centrale¹² visant à l'établissement, avec le Secrétaire général de l'Organisation des États américains, d'une Commission internationale d'appui et de vérification chargée de la mise en œuvre du Plan conjoint. Le Secrétaire général a indiqué que le Secrétaire général de l'Organisation des États américains et lui-même avaient convenu d'établir la Commission internationale, avec effet au 6 septembre, et défini son mandat. Il a fait remarquer que les tâches confiées à la Commission comprenaient des volets qui intéressaient divers programmes de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes du système. Cependant, la question du désarmement concernait tout particulièrement le Conseil de sécurité, puisqu'il s'agissait là d'une opération de caractère purement militaire. Il a été demandé à la Commission de rassembler les armes, le matériel et les équipements

⁸ Voir note 2.

⁹ S/PV.2871, p. 3 et 4.

¹⁰ S/20856.

¹¹ La Déclaration de Tela (S/20778).

¹² S/20791.

militaires des membres de la résistance nicaraguayenne et de les conserver sous sa garde jusqu'à ce que les cinq présidents décident de leur destination. Selon le Secrétaire général, il ne s'agissait pas là d'une tâche qui pouvait être prise en charge par le personnel civil de l'Organisation des Nations Unies, mais qu'il fallait confier à des unités militaires équipées d'armes défensives. Le lancement de cette opération était bien évidemment du ressort du Conseil de sécurité.

En soulignant l'aspect volontaire de la démobilisation, le Secrétaire général a indiqué qu'avant d'entreprendre cette tâche, il fallait prendre toutes les précautions utiles afin d'obtenir l'assurance que la résistance nicaraguayenne était bien décidée à être démobilisée. Pour ce faire, il avait convenu avec le Secrétaire général de l'OEA de prendre contact dès que possible avec la résistance pour lui expliquer leur interprétation du Plan et le rôle de la Commission internationale, et pour savoir quelle était la position de la résistance à ce sujet. À la lumière de ces éléments, le Secrétaire général a estimé qu'il était prématuré de demander au Conseil de prendre des mesures visant à la création de l'élément militaire de la Commission internationale, d'autant plus que ses besoins ne pourraient être évalués qu'après une mission de reconnaissance technique dans les camps de la résistance, et il n'était pas encore certain de pouvoir y accéder. Par conséquent, il a proposé de saisir ultérieurement le Conseil, une fois que ces conditions seraient réunies.

Par une lettre datée du 20 septembre 1989, adressée au Secrétaire général¹³, le Président du Conseil lui a fait savoir que les membres du Conseil avaient noté avec satisfaction les mesures qu'il avait prises pour créer la Commission internationale d'appui et de vérification et en assurer le fonctionnement. Ils se sont par ailleurs félicités de l'intention du Secrétaire général de demander au Conseil d'adopter, le moment voulu, les mesures nécessaires à l'établissement de l'élément militaire de la Commission. Ils ont également réaffirmé leur appui au processus de paix en Amérique centrale, tel qu'il est envisagé dans les divers instruments signés par les cinq présidents centraméricains et, rappelant la résolution 637 (1989), ont accueilli avec satisfaction l'intention du Secrétaire général de consulter le Conseil et de le tenir pleinement et régulièrement au fait des mesures visant à promouvoir le processus.

**Décisions du 7 novembre 1989 (2890^e séance) :
résolution 644 (1989) et déclaration
du Président**

Le 11 octobre 1989, conformément à la résolution 637 (1989), le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport pour répondre à la demande des cinq gouvernements centraméricains ayant trait à la création de l'ONUCA pour vérifier l'exécution des engagements qu'ils avaient pris en matière de sécurité¹⁴. Le rapport reflétait les principes opérationnels de l'ONUCA définis dans le document de travail convenu auparavant avec lesdits pays et tenait compte des constatations et conclusions d'une mission de reconnaissance qui s'était rendue dans la région en septembre 1989. Comme demandé par les gouvernements des pays d'Amérique centrale, l'ONUCA aurait pour mandat de procéder sur place à des vérifications touchant à a) la cessation de l'assistance aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels et b) l'interdiction d'utiliser le territoire d'un État pour mener des actes d'agression contre d'autres États. Il a été proposé que les fonctions d'observation et de surveillance de l'ONUCA soient assurées par des observateurs militaires mobiles non armés. Le Groupe d'observateurs serait placé sous le commandement de l'Organisation des Nations Unies, exercé par le Secrétaire général agissant sous l'autorité du Conseil. Il est également prévu qu'outre ses fonctions d'observation et de surveillance, l'ONUCA pourrait, par sa présence même, prévenir une éventuelle non-exécution des engagements pris par les parties et, le cas échéant, jouer un rôle dissuasif. Son commandant aurait les pouvoirs nécessaires, de sa propre initiative ou à la demande d'une partie, de proposer les mesures à prendre au Secrétaire général, qui, à son tour, pourrait les recommander au Conseil afin d'aider les parties à remplir leurs engagements comme il convient. Sur la base du rapport de la mission de reconnaissance, le Secrétaire général a recommandé que le Conseil accepte la demande des présidents centraméricains et décide de créer un groupe d'observateurs conformément à ce qui précède, qui serait déployé en quatre phases. Il a en outre recommandé que, conformément à la pratique récente du Conseil, l'ONUCA soit créée pour une période initiale de six mois.

À sa 2890^e séance, le 7 novembre 1989, conformément à l'accord conclu au cours de

¹³ S/20857.

¹⁴ S/20895.

consultations préalables, le Conseil a inscrit le rapport du Secrétaire général à son ordre du jour. Le Président (Chine) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures¹⁵. Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 644 (1989) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date du 11 octobre 1989;

2. *Décide* de constituer immédiatement, sous son autorité, un groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale et prie le Secrétaire général de prendre à cette fin toutes les mesures nécessaires, conformément au rapport susmentionné, en ayant présente à l'esprit la nécessité de continuer à veiller de près aux dépenses en cette période où les demandes de ressources pour des opérations de maintien de la paix sont de plus en plus nombreuses;

3. *Décide également* que, sauf indication contraire du Conseil de sécurité, le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale sera créé pour une période de six mois;

4. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de tous faits nouveaux.

Au cours de la même séance, le Président a déclaré qu'après avoir consulté les membres du Conseil, il a été autorisé à faire, en son nom, la déclaration suivante¹⁶ :

Les membres du Conseil de sécurité réaffirment leur plein appui aux efforts que déploie le Secrétaire général pour aider les gouvernements des pays d'Amérique centrale à atteindre les objectifs énoncés dans l'Accord de Guatemala en date du 7 août 1987 et dans les déclarations communes signées par la suite conformément à cet accord. En ce qui concerne l'examen éventuel de la prorogation du mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale, ils veulent être certains que la présence du Groupe d'observateurs continuera de contribuer activement à la réalisation d'une paix ferme et durable en Amérique centrale.

À la suite de la déclaration du Président, le Secrétaire général a pris la parole. Il s'est déclaré convaincu qu'en approuvant la création du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale, le Conseil avait fait un pas important vers la vérification impartiale du respect des engagements pris

par les parties en matière de sécurité. Le Groupe d'observateurs pourrait jouer un rôle politique d'une importance considérable, étant donné que sa création en soi représentait une mesure d'instauration de la confiance qui pouvait contribuer à rétablir et à affermir la stabilité dans la région. Le Secrétaire général a estimé que la décision prise par le Conseil permettrait au processus de paix de retrouver l'élan vigoureux qu'il avait initialement acquis. Il a fait remarquer, en outre, que le Groupe d'observateurs était une opération complexe et novatrice que l'on mettait en branle dans une région caractérisée ces dernières années par son instabilité. Cette situation justifiait sa proposition d'effectuer un déploiement progressif. Bien qu'il soit proposé de s'en tenir à ce qui était dans le rapport, il a indiqué qu'à mesure que le processus était mis en place, les besoins en personnel et en matériel prévus pourraient être réévalués et réaménagés en vue de répondre efficacement au mandat de l'ONUCA. Il avait donc l'intention de suivre avec soin chaque étape de la mise en place de l'ONUCA, en coopération avec le Conseil¹⁷.

**Décision du 27 mars 1990 (2913^e séance) :
résolution 650 (1990)**

Le 15 mars 1990, le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport sur l'ONUCA¹⁸. Il a demandé au Conseil d'approuver d'urgence le principe de l'élargissement du mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) et de l'adjonction de personnel armé à ses effectifs, afin qu'il puisse contribuer à la démobilisation librement consentie des membres de la résistance nicaraguayenne. Il a rappelé, notamment, que dans la Déclaration signée à San Isidoro de Coronado, au Costa Rica, le 12 décembre 1989¹⁹, les cinq présidents avaient demandé que le mandat de l'ONUCA soit élargi pour y inclure la vérification de la cessation des hostilités et la démobilisation des forces irrégulières au cas où les pays de la région s'entendraient sur cette démobilisation. Il a indiqué qu'après les élections qui avaient eu lieu au Nicaragua le 25 février 1990, le Gouvernement nicaraguayen et l'Union nationale d'opposition lui avaient demandé de s'entretenir avec eux de la façon

¹⁵ S/20951.

¹⁶ S/20952.

¹⁷ S/PV.2890, p. 6 et 7. Pour obtenir des précisions sur la composition et le fonctionnement de l'ONUCA, voir chapitre V.

¹⁸ S/21194.

¹⁹ S/21019, annexe.

dont l'ONUCA pourrait contribuer au processus de transition dans ce pays. L'accord s'était fait en principe sous réserve de l'approbation du Conseil. Il était prévu que l'ONUCA serait chargé des aspects militaires de l'exécution du Plan conjoint convenu à Tela au Honduras, le 7 août 1989²⁰ (à savoir rassembler les armes, le matériel et les équipements militaires de la résistance nicaraguayenne), alors que la Commission internationale d'appui et de vérification créée en application de l'accord de Tela serait chargée des aspects civils (c'est-à-dire du rapatriement – ou de la réinstallation dans des pays tiers – des membres de la résistance nicaraguayenne, ainsi que de leur réinsertion). Le Secrétaire général a précisé que le rôle envisagé pour l'ONUCA dans ce processus dépassait le cadre de son mandat civil actuel, qui consistait à s'assurer, sur place, que les cinq gouvernements d'Amérique centrale respectaient les engagements en matière de sécurité qu'ils avaient contractés et qu'il faudrait adjoindre temporairement du personnel armé à ses effectifs car, actuellement, les membres du personnel de l'ONUCA n'étaient pas armés. En outre, il a estimé que l'ONUCA devait faire face à des responsabilités considérablement accrues, la phase finale du déploiement devant débiter dès que possible. En recommandant cet élargissement du rôle de la mission, le Secrétaire général a souligné que la démobilisation librement consentie de la résistance nicaraguayenne constituait un élément essentiel du processus de paix en Amérique centrale auquel le Gouvernement nicaraguayen actuel et le prochain attachaient de l'importance, en tant qu'élément du processus de transfert des pouvoirs qui devait faire suite aux élections dans ce pays. Toutefois, il a souligné que les renforts envisagés ne seraient déployés que si les conditions politiques nécessaires étaient remplies, ce qui revenait à dire que toutes les parties concernées devaient s'être préalablement entendues sur la démobilisation librement consentie des membres de la résistance nicaraguayenne.

À sa 2913^e séance, le 27 mars 1990, conformément à l'accord conclu lors de consultations préalables, le Conseil a inscrit le rapport du Secrétaire général à son ordre du jour. Le Président (République démocratique et populaire du Yémen) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures²¹. Le projet de résolution a ensuite été mis aux voix et

adopté à l'unanimité en tant que résolution 650 (1990) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 637 (1989) du 27 juillet 1989 et 644 (1989) du 7 novembre 1989,

Réitérant son soutien au processus de paix en Amérique centrale et félicitant les présidents des pays d'Amérique centrale des efforts qu'ils ont déployés et qui sont concrétisés par les accords qu'ils ont conclus,

Demandant instamment à toutes les parties de respecter les engagements qu'elles ont pris en vertu de ces accords, en particulier ceux qui ont trait à la sécurité régionale, et réitérant son plein appui à la mission de bons offices du Secrétaire général dans la région,

Notant avec satisfaction les efforts que le Secrétaire général a entrepris jusqu'ici en faveur du processus de paix en Amérique centrale, y compris ceux qu'il continue de déployer pour promouvoir la démobilisation, la réinstallation et le rapatriement librement consentis, comme il ressort de son rapport du 15 mars 1990,

- 1. Approuve le rapport du Secrétaire général;*
- 2. Décide d'autoriser provisoirement, conformément audit rapport, l'élargissement du mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale et l'adjonction de personnel armé à ses effectifs, afin qu'il puisse jouer un rôle dans la démobilisation librement consentie des membres de la résistance nicaraguayenne;*
- 3. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de tous faits nouveaux concernant l'application de la présente résolution.*

Prenant la parole à la suite du vote, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait remarquer que, de concert avec les observateurs de l'Organisation des États américains et d'autres observateurs, l'Organisation des Nations Unies avait joué un rôle essentiel dans le déroulement des élections libres et régulières qui s'étaient tenues au Nicaragua en février. Il a estimé que l'Organisation serait en mesure de jouer un plus grand rôle dans la démocratisation de cette région en proie à des troubles. La position des États-Unis d'Amérique sur la question des contras était claire : c'était qu'ils consentent librement à se démobiliser et à retourner dans leur région pour contribuer au développement de leur pays. Le représentant a accueilli favorablement la création du cadre qu'était le mandat élargi de l'ONUCA, qui constituait un point de départ utile en vue de permettre à toutes les parties concernées de parvenir à un accord de règlement qui aboutisse à la démobilisation librement consentie et au rapatriement de la résistance.

²⁰ S/20778, annexe I.

²¹ S/21207.

Il a souligné qu'il fallait en priorité conclure un accord officiel de cessez-le-feu, appliquer ce cessez-le-feu et assurer la séparation bien nette des forces dans le pays. Relevant que les conditions n'étaient pas encore réunies pour la réalisation d'un règlement global et pour la mise en place des mécanismes de vérification d'un tel règlement, il a estimé que pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, outre l'ONUCA, il était essentiel de faire en sorte que la Commission internationale d'appui et de vérification soit pleinement fonctionnelle. Il a indiqué en outre que son gouvernement appuyait également la décision du Secrétaire général de mettre en place la phase finale de l'ONUCA²².

Le représentant de Cuba a indiqué que sa délégation avait voté en faveur de la résolution, étant entendu qu'elle autorisait le Secrétaire général à élargir le mandat de l'ONUCA et à adjoindre du personnel armé à ses effectifs « dans le but précis de lui faire jouer un rôle dans la démobilisation de ce qu'on appelait les membres de la résistance nicaraguayenne ». Faisant allusion aux préoccupations exprimées en ce qui concernait les incidences financières de l'opération, il a attiré l'attention sur le fait qu'il était « paradoxal qu'au terme de cette histoire, ce soit la communauté internationale – tous les membres de cette Organisation – qui soit tenue de payer pour les mécanismes de vérification d'une opération qui n'aurait jamais dû exister, d'autant plus que la prétendue résistance avait bénéficié d'un financement externe bien connu »²³.

**Décision du 20 avril 1990 (2919^e séance) :
résolution 653 (1990)**

Par une lettre datée du 19 avril 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité²⁴, le Secrétaire général s'est référé à la déclaration qu'il avait faite tôt ce jour-là au Conseil, au cours de consultations officieuses, informant les membres du Conseil qu'une série d'accords avaient été signés ce jour-là²⁵ à Managua par le Gouvernement nicaraguayen, les représentants de la Présidente élue, les représentants des fronts de la résistance nicaraguayenne, et l'archevêque de Managua, au sujet de la démobilisation librement consentie des membres de la résistance nicaraguayenne.

Les accords prévoyaient l'établissement d'un cessez-le-feu, de zones de sécurité et d'un calendrier pour la démobilisation librement consentie du 25 avril au 10 juin 1990. À la suite de ces accords, les parties ont demandé que l'ONUCA surveille l'application du cessez-le-feu, qui était entré en vigueur le 19 avril, et la séparation des forces devant résulter du retrait des forces gouvernementales des zones de sécurité, dans lesquelles se rendraient les membres de la résistance nicaraguayenne. Le Secrétaire général a estimé que les accords qui venaient d'être signés étaient un pas important dans le processus de paix en Amérique centrale, et a par conséquent recommandé que le Conseil approuve l'élargissement nécessaire du mandat de l'ONUCA pour y inclure ces nouvelles tâches.

À sa 2919^e séance, le 20 avril 1990, conformément à l'accord conclu lors de consultations préalables, le Conseil a inscrit à son ordre du jour le point intitulé « Amérique centrale : efforts de paix ». À la suite de l'adoption de l'ordre du jour, le Président (Éthiopie) a appelé l'attention des membres du Conseil sur la lettre du Secrétaire général et un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures²⁶.

Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 653 (1990), dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la lettre adressée au Président du Conseil par le Secrétaire général le 19 avril 1990 concernant le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale ainsi que la déclaration qu'il a faite le même jour aux membres du Conseil pour les informer des accords signés ce jour-là à Managua, qui envisagent la démobilisation complète de la résistance nicaraguayenne par le Groupe d'observateurs au cours de la période allant du 25 avril au 10 juin 1990,

Réaffirmant ses résolutions 644 (1989) du 7 novembre 1989 et 650 (1990) du 27 mars 1990,

1. *Approuve* les propositions contenues dans la lettre du Secrétaire général en date du 19 avril 1990 et dans sa déclaration concernant l'addition de nouvelles tâches au mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale;

2. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur tous les aspects des opérations du Groupe d'observateurs le 7 mai 1990 au plus tard, date d'expiration de son mandat en cours.

²² S/PV.2913, p.3 à 5.

²³ Ibid., p.5 à 7.

²⁴ S/21257.

²⁵ S/21259.

²⁶ S/21258.

Prenant la parole après le vote, le représentant de Cuba a indiqué que sa délégation avait voté en faveur du projet de résolution surtout parce qu'elle pensait que l'adoption d'une procédure officielle, qui permettrait au Conseil d'accéder à une requête du Secrétaire général par la voie d'une résolution, était le moins que cet organe pouvait faire s'agissant d'une requête qui supposait une modification substantielle du mandat élargi attribué par le Conseil à l'ONUCA. Toutefois, sa délégation avait de graves réserves en ce qui concernait certains aspects de la demande du Conseil – tant sur le fond que sur la forme. Cette demande découlait de toute une série d'accords dont le Conseil n'avait jamais été saisi. Il avait pris connaissance des accords et s'était inquiété de plusieurs éléments de l'accord établissant un cessez-le-feu, qui confiait à l'ONUCA une tâche qui, de l'avis du Gouvernement cubain, n'était pas clairement définie et impliquait, notamment, que la résistance nicaraguayenne continuerait à être une structure militairement organisée et recevrait une aide humanitaire. Il a indiqué que ce serait immoral – et un fait sans précédent – que l'Organisation des Nations Unies apporte une aide humanitaire à des éléments en uniforme organisés militairement et gardant intact leur commandement. Il a également fait remarquer une contradiction apparente entre une autre disposition des accords et la résolution qui venait d'être adoptée concernant le rôle de l'ONUCA. Aux termes de la résolution, le Conseil envisageait que la démobilisation aurait lieu en présence de l'ONUCA, mais il a clairement prévu dans la résolution la démobilisation de la résistance nicaraguayenne par l'ONUCA. En conclusion, le représentant de Cuba a souligné que le Gouvernement des États-Unis, coupable de la prolongation de la situation et de l'absence de solution à la situation au Nicaragua, devrait payer les dépenses en jeu pour y mettre fin, et non la communauté internationale²⁷.

Le représentant de l'Union soviétique avait voté pour le projet de résolution concernant la prorogation du mandat de l'ONUCA en se fondant sur les explications relatives à la démobilisation des contras ainsi qu'à la composition et au calendrier de cette opération énoncés dans la déclaration faite par le Secrétaire général devant les membres du Conseil (S/21259). Tout en se félicitant des accords signés le 19 avril, qui permettraient, en fin de compte, de démobiliser complètement la résistance nicaraguayenne, il considérait avec circonspection la

sincérité des dirigeants des contras en ce qui concernait ces accords. Le Conseil ne pourrait jamais permettre que les zones de sécurité créées soient transformées en un tremplin utilisé par l'opposition armée dans le territoire nicaraguayen et deviennent une sorte d'État dans l'État. De l'avis de son gouvernement, l'existence de ces zones ne serait légalisée que si la tâche principale qui consistait à démobiliser les contras dans les délais prévus était menée à bien. S'il n'en était pas ainsi, tous les espoirs de réconciliation nationale pourraient être anéantis et l'autorité des Nations Unies pourrait être sapée dans cette partie du monde²⁸.

Le représentant des États-Unis d'Amérique s'est élevé contre les affirmations du représentant de Cuba selon lesquelles les États-Unis d'Amérique seraient en quelque sorte responsables de tous les maux dont souffrait le Nicaragua. Il approuvait sans réserve l'accord aux termes duquel les parties intéressées au Nicaragua comptaient parvenir à la paix, une chose qui ne leur était pas imposée par des étrangers, mais une chose à laquelle elles étaient arrivées par elles-mêmes. Il souscrivait également aux efforts que le Secrétaire général faisait pour contribuer à ce processus²⁹.

**Décision du 4 mai 1990 (2921^e séance) :
résolution 654 (1990)**

Le 27 avril 1990, conformément à la résolution 653 (1990), le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport décrivant les activités de l'ONUCA au cours des six premiers mois³⁰. Il a rappelé que le mandat initial de l'ONUCA consistait à vérifier que les cinq gouvernements d'Amérique centrale respectaient les engagements pris les uns à l'égard des autres en matière de sécurité dans les Accords d'Esquipulas II, à savoir la cessation de l'assistance aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels opérant dans la région et l'interdiction de laisser utiliser son territoire pour mener des actes d'agression contre d'autres États. Pour ce faire, des équipes mobiles d'observateurs militaires avaient été déployées en plusieurs phases. Bien que les patrouilles de l'ONUCA n'aient pas directement constaté de violations précises des engagements en matière de sécurité contractés, il était indubitable que les frontières avaient été traversées au cours de la période examinée, en particulier à l'occasion d'un mouvement

²⁸ Ibid., p.16 à 18.

²⁹ Ibid., p.19 à 21.

³⁰ S/21274.

²⁷ S/PV.2919, p. 6 à 12.

important de membres de la résistance nicaraguayenne passant du Honduras au Nicaragua. L'ONUCA avait reçu des plaintes concernant des violations présumées des engagements en matière de sécurité et avait mené les enquêtes nécessaires. Bien que les cinq gouvernements concernés aient pleinement coopéré avec l'ONUCA, les hostilités en El Salvador avaient limité la mesure dans laquelle le Groupe pouvait effectuer des patrouilles dans ce pays et il n'avait pas encore été établi de centre de vérification en dehors de la capitale. Le Secrétaire général a également rappelé qu'à la suite des élections au Nicaragua en février, l'ONUCA avait vu son mandat élargi à deux reprises, à la demande des parties nicaraguayennes : pour suivre l'application du cessez-le-feu et la séparation des forces au Nicaragua et démobiliser les membres de la résistance nicaraguayenne. Le Secrétaire général s'est félicité de cette évolution du rôle de l'ONUCA; il avait espéré que la seule présence du Groupe d'observateurs dans la région inciterait les cinq gouvernements d'Amérique centrale à demander au Conseil de confier des attributions supplémentaires à ce groupe à mesure que le processus de paix prendrait corps. Il espérait pouvoir bientôt aborder avec le Conseil la question de la surveillance d'une cessation de l'affrontement armé en El Salvador.

Le Secrétaire général a reconnu, sans pour autant le partager, le point de vue selon lequel les événements survenus récemment en Amérique centrale, et ceux auxquels on pouvait s'attendre, notamment les élections au Nicaragua, la démobilisation imminente des membres de la résistance nicaraguayenne et les pourparlers qui devraient s'ouvrir prochainement, sous ses auspices, entre le Gouvernement salvadorien et le FMLN avaient rendu caduc le mandat initial de l'ONUCA, qui était de s'assurer que les cinq gouvernements respectaient leurs engagements en matière de sécurité. À son avis, il fallait suivre et encourager l'évolution de la situation et prendre le temps d'analyser les conséquences de ce qui s'était passé et de ce qui se passait à ce moment dans la région. Le Secrétaire général a estimé qu'il serait donc sage de ne pas toucher pour le moment au mandat de l'ONUCA ni à son effectif d'observateurs militaires, et ajouté que les cinq gouvernements d'Amérique centrale avaient également formé le vœu de voir le Conseil reconduire le mandat de l'ONUCA sous sa forme actuelle. Le Secrétaire général a donc recommandé au Conseil de proroger pour une nouvelle période de six mois ce mandat, tel qu'énoncé dans ses résolutions précédentes. Cette recommandation laissait entendre, à

son avis, que, conformément aux accords conclus entre les parties nicaraguayennes concernées, l'ONUCA n'aurait plus à surveiller l'application du cessez-le-feu et la séparation des forces au Nicaragua ni à démobiliser les membres de la résistance nicaraguayenne une fois que la démobilisation aurait été menée à bien, le 10 juin 1990 au plus tard.

Le 2 mai 1990, dans un additif à son rapport du 27 avril³¹, le Secrétaire général s'était déclaré profondément préoccupé que la démobilisation des membres de la résistance nicaraguayenne n'ait pas commencé le 25 avril, comme stipulé dans les accords signés à Managua les 18 et 19 avril. Il avait toujours été prévu que l'ONUCA aurait pour rôle dans ce processus de contribuer à assurer le retour rapide des membres de la résistance nicaraguayenne à la vie civile et non pas de les aider à établir pour une durée indéterminée des camps armés en territoire nicaraguayen. C'était sur cette base et eu égard aux accords signés à cette occasion qu'il avait recommandé au Conseil que l'ONUCA assume le rôle qu'on lui demandait de jouer quant à la surveillance du cessez-le-feu et à la séparation des forces. Il considérait que des efforts sérieux devaient maintenant être faits par tous les intéressés pour que le processus de démobilisation puisse rapidement redémarrer.

À sa 2921^e séance, le 4 mai 1990, conformément à l'accord conclu lors de consultations préalables, le Conseil a inscrit à son ordre du jour les rapports du Secrétaire général datés du 27 avril et du 2 mai. Le Président (Finlande) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures³². Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 654 (1990) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 637 (1989) du 27 juillet 1989, 644 (1989) du 7 novembre 1989, 650 (1990) du 27 mars 1990 et 653 (1990) du 20 avril 1990, ainsi que la déclaration faite en son nom le 7 novembre 1989 par le Président du Conseil,

Rappelant l'accord initial que les parties au conflit en El Salvador ont conclu le 4 avril 1990 à Genève, sous les auspices du Secrétaire général,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date des 27 avril et 2 mai 1990;

³¹ S/21274/Add.1.

³² S/21286.

2. *Décide* de proroger, sous son autorité, le mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale, tel qu'il a été défini dans les résolutions 644 (1989), 650 (1990) et 653 (1990), d'une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 7 novembre 1990, étant entendu que, comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport, les fonctions qui incombent au Groupe d'observateurs en ce qui concerne la surveillance du cessez-le-feu et la séparation des forces au Nicaragua ainsi que la démobilisation des membres de la résistance nicaraguayenne prendront fin avec l'achèvement du processus de démobilisation, à savoir le 10 juin 1990 au plus tard, et qu'il faudra continuer de suivre de près les dépenses faites durant cette période où les ressources destinées aux opérations de maintien de la paix font l'objet de demandes de plus en plus nombreuses;

3. *Se félicite* des efforts faits par le Secrétaire général pour promouvoir un règlement politique négocié du conflit en El Salvador;

4. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de l'évolution de la situation, de lui rendre compte de tous les aspects des opérations du Groupe d'observateurs avant l'expiration de son présent mandat et, en particulier, de lui faire rapport le 10 juin 1990 au plus tard concernant l'achèvement du processus de démobilisation.

**Décision du 23 mai 1990 (2922^e séance) :
déclaration du Président**

À sa 2922^e séance, le 23 mai 1990, conformément à l'accord conclu lors de consultations préalables, le Conseil a examiné le point intitulé « Amérique centrale : efforts de paix ». Après l'adoption de l'ordre du jour, le Président a déclaré qu'après avoir consulté les membres du Conseil, il avait été autorisé à faire, en leur nom, la déclaration suivante³³.

Les membres du Conseil de sécurité rappellent qu'en conformité avec la responsabilité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales qui incombe au Conseil de sécurité au premier chef, celui-ci a appuyé le processus de paix en Amérique centrale dès sa mise en train. C'est ainsi qu'il a décidé de créer le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA), dont il a ensuite élargi et réaffirmé par deux fois le mandat.

Ils rappellent également la décision que le Conseil a prise, dans la résolution 654 (1990), de proroger le mandat de l'ONUCA jusqu'au 7 novembre 1990, étant entendu que les fonctions assignées au Groupe d'observateurs en ce qui concerne la surveillance du cessez-le-feu et la séparation des forces au Nicaragua ainsi que la démobilisation des membres de la résistance prendraient fin avec l'achèvement du processus de démobilisation, à savoir le 10 juin 1990 au plus tard.

Les membres du Conseil de sécurité, prenant note du rapport du Secrétaire général et appuyant pleinement ses efforts, se déclarent préoccupés par la lenteur du processus de démobilisation au cours de ses deux premières semaines. Il est clair que le délai du 10 juin fixé pour son achèvement ne pourra être respecté que s'il est accéléré.

Eu égard aux considérations qui précèdent, les membres du Conseil de sécurité demandent à la résistance de s'acquitter pleinement et de toute urgence des engagements qu'elle a pris en acceptant de démobiliser. Ils appuient également le Gouvernement nicaraguayen dans les efforts qu'il déploie pour faciliter, en prenant les mesures nécessaires, la démobilisation dans les délais prévus et le prient instamment de poursuivre ces efforts. Les membres du Conseil demandent également à tous les tiers qui sont en mesure d'influer sur la situation de faire leur possible pour que la démobilisation se fasse désormais conformément aux accords conclus par les parties nicaraguayennes, et en particulier pour que le délai du 10 juin soit respecté.

Les membres du Conseil prient le Secrétaire général, par l'intermédiaire d'un représentant de haut rang, de continuer à observer la situation sur place et de rendre compte au Conseil d'ici au 4 juin.

Les membres du Conseil de sécurité prient le Secrétaire général de faire connaître la position du Conseil aux présidents des cinq pays d'Amérique centrale.

Ils prient également le Secrétaire général de faire part des préoccupations du Conseil concernant la situation décrite ci-dessus au Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), lequel partage les responsabilités du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les opérations de la Commission internationale d'appui et de vérification au Nicaragua.

**Décision du 8 juin 1990 (2927^e séance) :
résolution 656 (1990)**

Le 4 juin 1990, conformément à la déclaration que le Président a faite le 23 mai, le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport sur les progrès accomplis en ce qui concernait la démobilisation au Nicaragua³⁴. Il a fait remarquer que le processus de démobilisation s'était nettement accéléré le 30 mai, après la signature de l'accord intitulé « Protocole de Managua »³⁵ entre le Gouvernement nicaraguayen, les dirigeants de la résistance nicaraguayenne et l'archevêque de Managua. Cependant, les chefs de la résistance nicaraguayenne n'avaient pas encore atteint l'objectif minimal qu'ils avaient accepté dans ce document. Il a fait observer que s'il ne s'effectuait pas à un rythme plus rapide, le

³³ S/21331.

³⁴ S/21341.

³⁵ Le texte du Protocole de Managua sur le désarmement est joint en annexe au rapport du Secrétaire général.

processus de démobilisation ne serait pas achevé à la date convenue, à savoir le 10 juin. Le Secrétaire général a également indiqué que son Représentant personnel suppléant avait rencontré le Secrétaire général de l'OEA et lui avait fait part des préoccupations du Conseil, conformément à la demande formulée par son Président dans sa déclaration du 23 mai. Il a été convenu qu'il faudrait que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains coordonnent étroitement leur action au cas où les divers accords relatifs au processus ne seraient pas appliqués. Le Secrétaire général a, en outre, indiqué que, si, au 10 juin, la démobilisation n'était pas pratiquement achevée, le Conseil devrait examiner les décisions qu'il lui faudrait prendre pour faire face à cette question.

Le 8 juin 1990, conformément à la résolution 654 (1990), le Secrétaire général a, dans son rapport au Conseil sur l'ONUSA, fait le point de la situation concernant la démobilisation³⁶. Il était, à son avis, douteux qu'il soit possible de terminer le 10 juin le processus de démobilisation. Toutefois, il a indiqué que des progrès rapides avaient été faits la semaine qui se terminait par le groupe le plus important de la résistance nicaraguayenne dont les dirigeants avaient déclaré, tant dans les entretiens qu'ils continuaient d'avoir avec le Gouvernement nicaraguayen que dans des déclarations publiques, qu'ils feraient honneur aux engagements qu'ils avaient pris. Dans ces conditions, le Gouvernement nicaraguayen avait manifesté le désir que les attributions de l'ONUSA ayant trait à la supervision du cessez-le-feu et à la séparation des forces ainsi qu'à la démobilisation des membres de la résistance nicaraguayenne ne prennent pas fin le 10 juin, mais qu'elles soient prorogées pendant suffisamment de temps pour que la démobilisation puisse être menée à bien. Le Secrétaire général a, en outre, indiqué qu'à son sens, ce serait une erreur de retirer l'ONUSA, qui avait joué un rôle aussi essentiel en rendant la démobilisation possible alors que, dans l'ensemble, le processus progressait rapidement et que son achèvement semblait être à portée de main. Il a recommandé, par conséquent, que le Conseil décide de prolonger la partie pertinente du mandat de l'ONUSA pour une période de 19 jours, soit jusqu'au 29 juin 1990 au plus tard.

À sa 2927^e séance, le 8 juin 1990, conformément à l'accord conclu lors de consultations préalables, le

Conseil a inscrit à son ordre du jour les rapports du Secrétaire général, en date des 4 et 8 juin. Le Président (France) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures³⁷. Il a également appelé leur attention sur une lettre datée du 7 juin 1990, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Espagne et du Venezuela³⁸. En tant qu'importants contributeurs à l'ONUSA, ils ont déclaré qu'ils accepteraient que le mandat de l'ONUSA, en ce qui concerne la démobilisation, soit prorogé pour une courte durée, bien définie.

Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 656 (1990) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 654 (1990) du 4 mai 1990 et la déclaration faite en son nom le 23 mai par le Président du Conseil concernant le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale,

Exprimant sa préoccupation quant au fait que le processus de démobilisation n'ait pas encore été pleinement mené à bien, bien que des progrès soient en cours après la levée d'obstacles qui ont empêché que ce processus de démobilisation s'achève le 10 juin 1990, comme le prévoyait la résolution 654 (1990),

Ayant examiné le rapport présenté par le Secrétaire général le 4 juin 1990 et ayant entendu la déclaration faite par le Secrétaire général aux membres du Conseil le 8 juin,

1. *Décide* que les fonctions qui incombent au Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale en ce qui concerne la surveillance du cessez-le-feu et la séparation des forces au Nicaragua ainsi que la démobilisation des membres de la résistance nicaraguayenne seront prolongées, étant entendu que, comme le recommande le Secrétaire général, ces fonctions prendront fin avec l'achèvement du processus de démobilisation, à savoir le 29 juin 1990 au plus tard;

2. *Demande instamment* à tous ceux qui sont directement impliqués dans le processus de démobilisation de prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir et si possible accroître le rythme de démobilisation, de manière que celle-ci soit effectivement terminée, au plus tard, à la date précisée au paragraphe 1 ci-dessus;

3. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de l'évolution de la situation, et en particulier de lui faire rapport le 29 juin 1990 au plus tard concernant l'achèvement du processus de démobilisation.

³⁶ S/21349.

³⁷ S/21350.

³⁸ S/21347.

Le 29 juin 1990, conformément à la résolution 656 (1990), le Secrétaire général a présenté un autre rapport sur l'ONUCA³⁹ au Conseil pour l'informer que le processus de démobilisation de la résistance nicaraguayenne s'était pratiquement terminé la veille. Il a indiqué qu'en élargissant le mandat de l'ONUCA à deux reprises et, ensuite, en repoussant la date fixée pour l'achèvement de la démobilisation, le Conseil avait permis à l'ONUCA de contribuer à mettre fin au conflit au Nicaragua.

Décision du 6 septembre 1990 : lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Par une lettre datée du 29 août 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité⁴⁰, le Secrétaire général s'est référé aux négociations qui se tenaient sous ses auspices entre le Gouvernement salvadorien et le FMLN. Il a déclaré que comme il l'avait dit au Conseil lors de ses consultations officieuses du 3 août 1990⁴¹, il était prévu que l'Organisation des Nations Unies serait, le moment venu, officiellement priée de s'acquitter d'un certain nombre de tâches pour ce qui était de vérifier l'application du cessez-le-feu, de superviser le processus électoral qui devait avoir lieu et de vérifier le respect des droits de l'homme. Les parties et un grand nombre de représentants de la société salvadorienne désiraient que les préparatifs en vue de l'exécution des tâches envisagées commencent le plus tôt possible. Malgré l'absence d'un cessez-le-feu formel et vérifiable, le Secrétaire général a estimé que le moment était venu de prendre des dispositions pour que l'Organisation des Nations Unies soit en mesure d'évaluer la situation sur place et d'entamer les préparatifs, notamment la création éventuelle d'un petit bureau préparatoire en El Salvador, de façon qu'une mission de vérification des Nations Unies puisse entreprendre les tâches de surveillance dès que les circonstances le permettraient. Il a donc demandé que le Conseil de sécurité l'autorise à prendre dès que possible les arrangements nécessaires. La vérification proprement dite ferait l'objet de nouvelles consultations avec les membres du Conseil.

Par une lettre datée du 6 septembre 1990 adressée au Secrétaire général, le Président du Conseil de

sécurité⁴² l'a informé que sa lettre du 29 août concernant les arrangements à prendre en prévision d'une mission de vérification des Nations Unies en El Salvador avait été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité et que ces derniers avaient souscrit à sa proposition.

Décision du 5 novembre 1990 (2952^e séance) : résolution 675 (1990)

Le 26 octobre 1990, conformément à la résolution 654 (1990), le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport comprenant un compte rendu des opérations de l'ONUCA pendant la période du 7 mai au 26 octobre 1990 ainsi que ses recommandations pour l'avenir⁴³. Il a indiqué que, la démobilisation des membres de la résistance nicaraguayenne étant terminée, le Groupe d'observateurs s'acquittait maintenant de son mandat initial, à savoir la vérification du respect par les cinq gouvernements d'Amérique centrale des engagements en matière de sécurité qu'ils avaient pris dans le cadre des Accords d'Esquipulas II. Son rôle se limitait à la vérification, l'ONUCA n'avait ni l'autorité ni les moyens nécessaires pour empêcher par la force que des personnes armées ou du matériel militaire traversent les frontières ou que soient commises d'autres violations des engagements en matière de sécurité pris. Ces tâches relevaient de la compétence des forces de sécurité des gouvernements concernés. L'expérience avait aussi montré que les moyens dont l'ONUCA disposait pour déceler les violations des engagements pris en matière de sécurité étaient très limités, ce qui s'expliquait principalement par le fait qu'une opération internationale de maintien de la paix ne pouvait pas déceler les activités clandestines sans assumer des fonctions qui incombaient en fait aux forces de sécurité des pays concernés, essentiellement parce qu'il fallait un personnel armé pour les mener à bien. Des gouvernements s'étaient accordés parfois pour estimer qu'une opération de maintien de la paix armée devait remplir un mandat de cet ordre sur leur territoire, mais ce n'était pas le cas en Amérique centrale. Cependant, les méthodes selon lesquelles opérait l'ONUCA, à savoir assurer une présence visible et régulière dans les parties de la région où des manquements aux engagements paraissaient le plus à craindre, lui avaient permis de jouer un rôle important et de faire respecter les engagements en matière de

³⁹ S/21379.

⁴⁰ S/21717.

⁴¹ S/22031, annexe.

⁴² S/21718.

⁴³ S/21909.

sécurité. Par sa présence, il avait pu jouer un rôle de prévention et de dissuasion, sans avoir à recourir à la force, et sa présence avait rendu plus difficile tout agissement contraire à l'application des Accords d'Esquipulas II. La présence de l'ONUCA a également permis aux gouvernements d'Amérique centrale de se faire part, par l'entremise de la tierce partie impartiale qu'il constituait, de leurs doléances touchant les atteintes aux engagements en matière de sécurité.

En ce qui concerne l'avenir de l'ONUCA, le Secrétaire général a indiqué que les cinq gouvernements avaient confirmé qu'ils souhaitaient que son mandat soit prorogé de six mois. Il a estimé qu'il importait de maintenir une présence militaire de l'ONU sur place dans la région pour appuyer le processus de paix en Amérique centrale et conclu que l'ONUCA devrait conserver son mode de fonctionnement actuel, en maintenant des groupes d'observateurs dans chaque pays. Cependant, il a estimé qu'après la fin du conflit au Nicaragua et la démobilisation des membres de la résistance nicaraguayenne, certains centres de vérification, dont les activités concernaient principalement le conflit au Nicaragua, pourraient être fermés, ce qui permettrait de réduire d'environ 40 % le nombre d'observateurs militaires actuellement affectés à l'ONUCA. Ces propositions avaient été acceptées par chacun des cinq pays. En ce qui concerne les efforts qu'il faisait pour parvenir à une solution négociée du conflit en El Salvador, le Secrétaire général a réaffirmé le point de vue qu'il avait exprimé auparavant, à savoir qu'il vaudrait mieux que la vérification ou l'observation de l'application des éléments de ce règlement soit assurée dans le cadre d'un tout intégré plutôt que par modules distincts. Il s'ensuivait que la vérification des aspects militaires devrait incomber à un élément militaire, plutôt qu'à l'ONUCA. Il a donc recommandé au Conseil de proroger le mandat de l'ONUCA pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 7 mai 1991, et que ses activités et son mode de fonctionnement restent conformes à la résolution 644 (1989) du Conseil en date du 7 novembre 1989. Si le Conseil approuvait ces recommandations, le Secrétaire général se proposait de réduire les effectifs des observateurs de l'ONUCA conformément à cette proposition, d'ici à la mi-décembre.

À sa 2952^e séance, le 5 novembre 1990, conformément à l'accord conclu lors de ses consultations préalables, le Conseil a inscrit le rapport du Secrétaire général à son ordre du jour. Le Président (États-Unis d'Amérique) a appelé l'attention des

membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures⁴⁴. Le projet de résolution a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 675 (1990) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 637 (1989) du 27 juillet 1989 et 644 (1989) du 7 novembre 1989, ainsi que la déclaration faite en son nom par le Président du Conseil le 7 novembre 1989,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date du 26 octobre 1990;

2. *Décide* de proroger, sous son autorité, le mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale, tel qu'il a été défini dans la résolution 644 (1989), pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 7 mai 1991, compte tenu du rapport du Secrétaire général et de la nécessité de continuer à veiller de près aux dépenses en cette période où les ressources destinées aux opérations de maintien de la paix font l'objet de demandes de plus en plus nombreuses;

3. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de l'évolution de la situation et de lui rendre compte de tous les aspects des opérations du Groupe d'observateurs avant l'expiration du nouveau mandat.

**Décision du 6 mai 1991 (2986^e séance) :
résolution 691 (1991)**

Le 29 avril 1991, conformément à la résolution 675 (1990), le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport rendant compte des opérations de l'ONUCA pendant la période du 27 octobre 1990 au 29 avril 1991, ainsi que ses conclusions et recommandations concernant l'avenir de la mission⁴⁵. Il demeurait convaincu que l'ONUCA continuait de jouer, dans le processus de paix en Amérique centrale, un rôle des plus utiles en tant que dispositif impartial qui servait à vérifier le respect par les cinq gouvernements centraméricains de leurs engagements en matière de sécurité contractés dans les Accords d'Esquipulas II. Les cinq présidents eux-mêmes avaient marqué leur pleine confiance à l'ONUCA. Le Secrétaire général a néanmoins souligné, comme il l'avait déjà fait dans son rapport du 26 octobre 1990⁴⁶, que l'ONUCA n'avait ni l'autorité ni les effectifs ni le matériel nécessaires pour détecter des activités clandestines ni pour intervenir par la force en vue de prévenir de telles activités. Il s'agissait là de tâches qui relevaient normalement de la compétence

⁴⁴ S/21927.

⁴⁵ S/22543.

⁴⁶ S/21909.

des cinq gouvernements. Notant que malgré la fréquence des patrouilles déployées par l'ONUCA, celles-ci n'avaient jamais encore abouti à la détection d'un seul cas de violation des engagements en matière de sécurité, le Secrétaire général se proposait de modifier, compte tenu des recommandations du Chef du Groupe d'observateurs militaires, le mode de fonctionnement de l'ONUCA pour que la mission soit plus rentable. L'ONUCA devrait continuer à maintenir une présence régulière et apparente dans les zones frontalières où les manquements aux engagements paraissaient le plus à craindre, mais cette présence devrait être plus directement axée sur les fonctions de liaison et l'échange d'informations avec les organismes de sécurité des États intéressés, de façon à permettre au Groupe d'observateurs de vérifier que lesdits États se mettaient effectivement en mesure de s'acquitter de leurs engagements en matière de sécurité. Le Groupe d'observateurs pourrait s'acquitter des tâches qui lui étaient confiées de façon satisfaisante avec un effectif quelque peu réduit. Les cinq gouvernements d'Amérique centrale avaient accueilli avec satisfaction la décision du Secrétaire général de recommander une nouvelle prorogation de six mois du mandat de la mission, mais avaient souhaité que les effectifs soient maintenus à leur niveau actuel. Toutefois, compte tenu des recommandations du Chef des observateurs militaires et de la résolution 675 (1990) dans laquelle le Conseil de sécurité avait fait référence à la nécessité de continuer de veiller de près aux dépenses en cette période où la demande de ressources pour les opérations de maintien de la paix était de plus en plus forte, le Secrétaire général a estimé qu'il avait raison de recommander une compression modeste des effectifs de l'ONUCA. En conséquence, il a recommandé que le mandat de l'ONUCA soit prorogé pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 7 novembre 1991; que ses tâches demeurent celles qui ont été approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 644 (1989) et que ses effectifs soient ramenés au chiffre de 130 observateurs militaires.

À sa 2986^e séance, le 6 mai 1991, conformément à l'accord conclu lors des consultations préalables, le Conseil a inscrit le rapport du Secrétaire général à son ordre du jour. Le Président (Chine) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures⁴⁷. Le projet de résolution a été mis aux

voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 691 (1991) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 637 (1989) du 27 juillet 1989, 644 (1989) du 7 novembre 1989 et 675 (1990) du 5 novembre 1990, ainsi que la déclaration faite en son nom par le Président du Conseil le 7 novembre 1989,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date du 29 avril 1991;

2. *Décide* de proroger, sous sa propre autorité, le mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale, tel qu'il a été défini dans la résolution 644 (1989), pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 7 novembre 1991, compte tenu du rapport du Secrétaire général et de la nécessité de continuer à veiller de près aux dépenses en cette période où les ressources destinées aux opérations de maintien de la paix font l'objet de demandes de plus en plus nombreuses;

3. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement au courant de tous faits nouveaux et de lui rendre compte des différents aspects des opérations du Groupe avant l'expiration du nouveau mandat.

**Décision du 20 mai 1991 (2988^e séance) :
résolution 693 (1991)**

Le 21 décembre 1990, en application de la résolution 637 (1989), le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport dans lequel il rendait compte des efforts qu'il avait déployés pour favoriser un règlement politique négocié du conflit en El Salvador⁴⁸. Il a rappelé que, dans son rapport du 8 novembre 1990⁴⁹, il avait rendu compte des deux accords conclus, sous ses auspices, entre le Gouvernement salvadorien et le FMLN dont l'un, signé à Genève le 4 avril 1990⁵⁰, définissait le cadre des négociations pour mettre un terme au conflit armé par des moyens politiques, et l'autre, signé à Caracas le 21 mai 1990⁵¹, arrêtaient l'ordre du jour et le calendrier du processus de négociation. L'objectif initial du processus, conformément à l'Accord de Genève, était de parvenir à des accords politiques visant à mettre fin au conflit et à tout acte qui portait atteinte aux droits de la population civile, accords dont l'application devrait être vérifiée par l'ONU, sous réserve de l'approbation du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a rappelé

⁴⁸ S/22031.

⁴⁹ S/21931.

⁵⁰ Ibid., annexe I.

⁵¹ Ibid., annexe II.

⁴⁷ S/22564.

qu'il avait également appelé l'attention sur l'Accord relatif aux droits de l'homme, conclu entre les deux parties à San José le 26 juillet 1990⁵², contenant des engagements détaillés visant à garantir le plein respect des droits de l'homme en El Salvador et prévoyant la création d'une mission de vérification des Nations Unies dans ce pays à la fin du conflit armé.

Le Secrétaire général a déclaré que s'il était vrai que d'importants progrès avaient été accomplis jusque-là, comme le prouvait l'Accord relatif aux droits de l'homme conclu à San José, il fallait reconnaître que l'on s'était heurté à des problèmes considérables dans les négociations relatives à la question des forces armées, qui était la question la plus délicate et la plus complexe de l'ordre du jour. Comme cette question était au centre de tout, il n'avait pas été possible de progresser, quant au fond, sur les autres. Le Secrétaire général a rappelé que les opérations de vérification, prévues pour l'ONU dans les accords susmentionnés, étant complexes et étroitement liées, il avait proposé aux membres du Conseil de les regrouper en une même opération intégrée de manière à assurer la coordination des opérations sur le terrain et l'utilisation rationnelle des ressources⁵³, une conception que le Conseil avait approuvée. Le Gouvernement d'El Salvador et le FMLN avaient signifié depuis leur désir de mettre en place aussitôt que possible le mécanisme relatif aux droits de l'homme, sans attendre la conclusion d'autres accords, notamment un accord de cessez-le-feu. Le Secrétaire général a souligné que ce désir était conforme aux objectifs énoncés dans les Accords d'Esquipulas II que le Conseil de sécurité avait approuvés dans sa résolution 637 (1989), et qui mettaient l'accent sur la démocratisation et le respect des droits de l'homme en tant qu'éléments essentiels du processus de paix. L'importance d'une vérification internationale de l'application des accords de paix en Amérique centrale avait été soulignée par les gouvernements des pays de cette région ainsi que dans des résolutions successives de l'Assemblée générale, et notamment dans la résolution 45/15. Par conséquent, le Secrétaire général a informé le Conseil qu'il avait l'intention de lui demander l'autorisation de constituer une mission d'observation des Nations Unies en El Salvador dénommée ONUSAL, qui serait chargée de surveiller

l'application des accords conclus entre le Gouvernement salvadorien et le FMLN, en commençant par la vérification de l'application de l'Accord relatif aux droits de l'homme. Il a recommandé que l'élément de l'ONUSAL chargé de vérifier le respect des droits de l'homme soit créé dès que les préparatifs nécessaires auraient été faits sur le terrain et, en particulier, dès qu'on aurait déterminé dans quelle mesure la mission pouvait s'acquitter de ses tâches en l'absence d'un cessez-le-feu, qu'on aurait recruté le personnel nécessaire pour une opération aussi complexe, qui était sans précédent dans les annales des Nations Unies, et que des arrangements satisfaisants auraient été mis au point avec le Gouvernement et avec le FMLN pour permettre à l'ONUSAL de se déployer en toute sécurité et de fonctionner efficacement. Il avait l'intention d'envoyer en El Salvador au début de 1991 une mission technique qui l'aiderait à établir un plan d'opération qu'il soumettrait au Conseil. Entre-temps, il avait établi en El Salvador le petit bureau préparatoire que le Conseil avait déjà approuvé.

Le 16 avril 1991, le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport⁵⁴ dans lequel il recommandait la création de l'élément de l'ONUSAL chargé des droits de l'homme, compte tenu des conclusions d'une mission préliminaire envoyée en El Salvador en mars. Cette dernière avait conclu que l'opinion publique nationale dans son ensemble souhaitait vivement que l'Organisation des Nations Unies commence, dès que possible, la vérification de l'Accord relatif aux droits de l'homme sans attendre la conclusion d'un cessez-le-feu. Elle a estimé, en outre, qu'en l'absence des autres arrangements politiques prévus dans l'Accord de Genève de 1990, l'ONUSAL pourrait parvenir à des dispositions pratiques au cas par cas avec les autorités militaires, sécuritaires et judiciaires, ainsi qu'avec le FMLN. La mission préliminaire avait également estimé que les risques que posait le conflit armé pour les opérations de vérification et la sécurité du personnel n'étaient pas de nature à empêcher la création de la mission avant le cessez-le-feu. Compte tenu de ce qui précède et d'autres considérations, le Secrétaire général a approuvé la recommandation de la mission préliminaire selon laquelle l'élément de l'ONUSAL chargé des droits de l'homme devrait être créé dès que possible avant la conclusion d'un accord de cessez-le-

⁵² S/21541.

⁵³ Voir la déclaration du Secrétaire général lors des consultations officielles le 3 août 1990 (S/22031, annexe).

⁵⁴ S/22494; voir également Corr.1 et Add.1 du 20 mai 1991.

feu. Il a proposé que l'ONUSAL adopte une approche progressive pour assurer les opérations de vérification prévues dans l'Accord relatif aux droits de l'homme, en s'employant d'abord à suivre de près la situation des droits de l'homme et le traitement par les parties des cas d'atteintes présumées aux droits de l'homme. En conclusion, le Secrétaire général a vivement recommandé que le Conseil autorise rapidement la création de l'ONUSAL, comme il a été défini plus haut. Il a déconseillé de lier l'approbation de cette proposition à la conclusion de l'ensemble des négociations, affirmant sa conviction que si l'ONUSAL commençait à vérifier la situation des droits de l'homme, il s'ensuivrait une amélioration sensible de la situation des droits de l'homme en El Salvador, ce qui stimulerait les négociations. Lorsque l'accord de cessez-le-feu serait conclu et que l'Organisation des Nations Unies serait invitée à jouer le rôle élargi qui lui revenait, les ressources nécessaires seraient fournies à la mission, pour lui permettre de fonctionner effectivement comme un ensemble intégré.

À sa 2988^e séance, le 20 mai 1991, le Conseil a inscrit à son ordre du jour les rapports du Secrétaire général datés du 21 décembre 1990, du 16 avril et du 20 mai 1991⁵⁵. Le Président (Chine) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution, qui avait été élaboré au cours de consultations antérieures⁵⁶. Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 693 (1991), dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989, dans laquelle il a apporté son soutien sans réserve au Secrétaire général pour qu'il poursuive sa mission de bons offices en Amérique centrale,

Rappelant également l'Accord de Genève du 4 avril 1990 et l'Ordre du jour de Caracas du 21 mai 1990 dont sont convenus le Gouvernement d'El Salvador et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional,

Profondément préoccupé par la persistance et l'intensification du climat de violence en El Salvador, qui affecte gravement la population civile, et soulignant qu'il importe donc d'appliquer intégralement l'Accord relatif aux droits de l'homme conclu entre les deux parties à San José le 26 juillet 1990,

Se félicitant des Accords de Mexico conclus entre les deux parties le 27 avril 1991,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général en date des 21 décembre 1990 et 16 avril et 20 mai 1991,

Rendant hommage au Secrétaire général et à son Représentant personnel pour l'Amérique centrale pour leurs bons offices, et exprimant son plein appui aux efforts qu'ils poursuivent pour faciliter un règlement pacifique du conflit en El Salvador,

Soulignant la grande importance qu'il attache à ce que les deux parties fassent preuve de modération et de retenue afin d'assurer la sécurité de tout le personnel employé par l'Organisation des Nations Unies, à ce qu'elles adoptent toutes les autres mesures appropriées et nécessaires pour faciliter des négociations qui permettent d'atteindre aussitôt que possible les objectifs énoncés dans l'Accord de Genève et les autres accords susmentionnés, et notamment à ce qu'elles coopèrent pleinement avec le Secrétaire général et son Représentant personnel à cette fin,

Conscient du droit qu'ont les parties de déterminer leur propre processus de négociation,

Demandant aux deux parties de poursuivre sans délai et avec flexibilité les négociations en cours, en concentrant leurs efforts sur les points convenus dans l'Ordre du jour de Caracas, afin de parvenir en priorité à un accord politique concernant les forces armées et les arrangements nécessaires pour faire cesser les affrontements armés et d'instituer ensuite dans les meilleurs délais un processus qui conduira à l'établissement des garanties et conditions nécessaires pour réintégrer en toute légalité les membres du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional dans la vie civile, institutionnelle et politique du pays,

Se déclarant convaincu qu'un règlement pacifique en El Salvador favorisera l'heureuse issue du processus de paix en Amérique centrale,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date des 16 avril et 20 mai 1991;

2. *Décide* de créer sous sa propre autorité, et en se fondant sur le rapport du Secrétaire général mentionné au paragraphe 1, une mission d'observation des Nations Unies en El Salvador et de la charger de surveiller tous les accords conclus entre les deux parties, ses attributions consistant d'abord, pendant la première phase de l'opération intégrée de maintien de la paix, à vérifier l'application par les parties de l'Accord relatif aux droits de l'homme, conclu à San José le 26 juillet 1990, et décide également que les tâches ou phases ultérieures de la Mission d'observation devront être soumises à son approbation;

3. *Décide également* que la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador sera constituée pour une durée initiale de douze mois;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour organiser la première phase de la Mission, comme prévu aux paragraphes 2 et 3;

5. *Invite* les deux parties à poursuivre, comme elles en sont convenues, un processus continu de négociation afin

⁵⁵ S/22031 et S/22494/Corr.1 et Add.1.

⁵⁶ S/22616.

d'atteindre au plus tôt les objectifs énoncés dans les Accords de Mexico du 27 avril 1991 et tous les autres objectifs visés dans l'Accord de Genève du 4 avril 1990 et, à cette fin, à coopérer pleinement avec le Secrétaire général et son Représentant personnel dans leurs efforts;

6. *Prie également* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de l'application de la présente résolution.

**Décision du 30 septembre 1991 (3010^e séance) :
résolution 714 (1991)**

Le 25 septembre 1991, le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) ont signé l'Accord de New York⁵⁷ au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Ce texte prévoyait des garanties et des conditions visant à régler le conflit armé par des moyens pacifiques. Il s'agissait notamment de dispositions concernant la création d'une Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ), chargée de superviser l'exécution de tous les accords politiques conclus par les parties, création qui devait être expressément appuyée dans une résolution du Conseil de sécurité.

À sa 3010^e séance, le 30 septembre 1991, le Conseil, conformément à l'accord auquel il était parvenu lors de ses consultations antérieures, a examiné la question intitulée « Amérique centrale : efforts en faveur de la paix ». Après l'adoption de l'ordre du jour, le Président (France) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été établi lors de consultations préalables⁵⁸. Le projet a été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 714 (1991) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989, dans laquelle il a apporté son soutien sans réserve au Secrétaire général pour qu'il poursuive sa mission de bons office en Amérique centrale,

Rappelant également sa résolution 693 (1991) du 20 mai 1991, par laquelle il a créé la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador,

Accueillant favorablement l'Accord de New York le 25 septembre 1991 par le Gouvernement d'El Salvador et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, qui apporte les garanties et conditions pour parvenir à une solution pacifique au conflit armé, y compris notamment les dispositions concernant la Commission nationale pour le raffermissement de la paix, en

permettant la réinsertion, en toute légalité, des membres du Frente Farabundo Martí dans la société civile, institutionnelle et politique du pays,

Accueillant favorablement aussi le rapport que le Secrétaire général a présenté oralement lors des consultations tenues le 30 septembre 1991,

1. *Félicite* les parties pour la flexibilité et le sérieux dont elles ont fait preuve dans le cours des récentes discussions de New York;

2. *Rend hommage* au Secrétaire général et à son représentant personnel pour l'Amérique centrale pour l'adresse et la constance de leurs efforts qui ont été d'une importance vitale pour le processus de paix;

3. *Exprime son appréciation* pour la contribution des gouvernements du Groupe des amis du Secrétaire général, à savoir ceux de la Colombie, de l'Espagne, du Mexique et du Venezuela, qui ont permis de faire progresser le processus de paix en El Salvador;

4. *Prie instamment* les deux parties, au cours de la prochaine session de négociation qui commencera le 12 octobre 1991, de progresser à un rythme intensif et soutenu pour parvenir le plus rapidement possible à un cessez-le-feu et à un règlement pacifique au conflit armé conformément au cadre de l'Accord de New York;

5. *Réaffirme son plein appui* à une conclusion rapide du processus de paix en El Salvador ainsi qu'à sa disponibilité à appuyer la mise en œuvre d'un règlement;

6. *Prie instamment* les deux parties de faire preuve de manière continue de la plus grande retenue, en particulier pour ce qui concerne la population civile, afin de créer le climat le plus favorable au succès de la dernière étape de la négociation.

7. *Demande* aux deux parties de continuer à coopérer pleinement avec la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador.

**Décision du 6 novembre 1991 (3016^e séance) :
résolution 719 (1991)**

Le 28 octobre 1991, conformément à la résolution 691 (1991), le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité un rapport sur la structure et les opérations du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale pour la période du 30 avril au 28 octobre 1991, ainsi que ses recommandations concernant l'avenir de ce groupe⁵⁹. Il a fait observer que depuis l'établissement du Groupe, l'environnement politique et militaire dans lequel ce dernier opérait avait été profondément transformé par divers événements survenus tant en Amérique centrale qu'ailleurs. Les puissances qui

⁵⁷ S/23082.

⁵⁸ S/23090.

⁵⁹ S/23171.

avaient autrefois appuyé activement les parties qui s'opposaient en Amérique centrale semblaient se dégager de ces conflits et avaient annoncé publiquement leur intention de revoir leur politique centraméricaine, se déclarant favorables à des solutions politiques négociées et à une assistance aux fins du développement économique et social, plutôt qu'à une aide militaire. Sur le plan régional, les conflits intérieurs qui ravageaient le Nicaragua depuis 10 ans avaient cédé la place à une paix et une tranquillité relatives. S'agissant du conflit salvadorien, l'accord qui venait d'être signé par les deux parties à New York constituait un pas important en vue de l'établissement d'une paix durable. Le Secrétaire général a ajouté que les entretiens directs qui étaient en cours entre des représentants du Gouvernement guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque permettaient d'espérer que ce conflit prendrait fin. Tirant parti de l'amélioration de la situation dans la région, les gouvernements des cinq pays d'Amérique centrale s'efforçaient de mettre en place de nouveaux arrangements de sécurité collective régionale permettant de se passer d'une vérification internationale du respect des Accords d'Esquipulas II. Dans l'intervalle, les cinq gouvernements avaient toutefois manifesté le souhait que le mandat du Groupe d'observateurs soit prorogé de six mois. Le Secrétaire général a estimé qu'en raison de l'instabilité qui régnait et des mutations qui se produisaient, il serait contre-indiqué de retirer le Groupe d'observateurs ou de restreindre son action. Il a par conséquent recommandé une nouvelle prorogation du mandat du Groupe jusqu'au 30 avril 1992, tout en proposant au Conseil de l'inviter à lui faire savoir, au cours de la nouvelle période de prorogation, si l'évolution de la situation dans la région appelait un réexamen de l'avenir du Groupe.

À sa 3016^e séance, le 6 novembre 1991, le Conseil a inscrit à son ordre du jour le rapport du Secrétaire général. Le Président (Roumanie) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été établi lors de consultations antérieures⁶⁰. Le projet a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 719 (1991) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 637 (1989) du 27 juillet 1989, 644 (1989) du 7 novembre 1989, 675 (1990) du 5 novembre

1990 et 691 (1991) du 6 mai 1991, ainsi que la déclaration faite en son nom par le Président du Conseil le 7 novembre 1989,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date du 28 octobre 1991;

2. *Décide* de proroger, sous sa propre autorité, le mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale, tel qu'il est défini dans la résolution 644 (1989), pour une nouvelle période de cinq mois et vingt-trois jours, soit jusqu'au 30 avril 1992, compte tenu du rapport du Secrétaire général et de la nécessité de continuer à veiller de près aux dépenses en cette période où les ressources pour les opérations de maintien de la paix sont de plus en plus sollicitées;

3. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement au courant de tous faits nouveaux et de lui rendre compte des différents aspects des opérations du Groupe avant l'expiration du nouveau mandat, et en particulier de lui présenter, dans les trois mois suivant l'adoption de la présente résolution, un rapport rendant compte de toute évolution de la situation dans la région qui indiquerait qu'il y a lieu de revoir l'effectif actuel du Groupe ou de reconsidérer son avenir.

Décision du 3 janvier 1992 : déclaration du Président

Le 31 décembre 1991, le Gouvernement salvadorien et le FMLN ont signé l'Acte de New York⁶¹. Dans ce document, il était signalé que les deux parties avaient conclu un certain nombre d'autres accords qui, à la suite d'une dernière série de négociations sur les deux questions en suspens, seraient signés à Mexico le 16 janvier 1992 et mettraient ainsi fin au conflit armé en El Salvador.

Le 3 janvier 1992, à l'issue de consultations avec les membres du Conseil, le Président (Royaume-Uni) a fait la déclaration suivante au nom du Conseil⁶² :

Les membres du Conseil prennent note avec satisfaction de ce que le Secrétaire général a déclaré à propos de l'accord signé qui a été signé tard dans la nuit du 31 décembre 1992 par le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, accord qui, une fois appliqué, mettra un terme définitif au conflit armé en El Salvador. Les membres du Conseil se félicitent vivement de cet accord, qui est de la plus haute importance pour la normalisation de la situation en El Salvador et dans l'ensemble de la région. Ils tiennent à marquer leur profonde reconnaissance pour l'immense contribution du Secrétaire général et de son représentant personnel pour l'Amérique centrale, de leurs collaborateurs et de tous les gouvernements, notamment les Gouvernements colombien, espagnol, mexicain et vénézuélien, qui ont aidé le Secrétaire général dans ses efforts.

⁶⁰ S/23196.

⁶¹ S/23402, annexe.

⁶² S/23360.

Les membres du Conseil exhortent les parties à faire preuve de la plus grande souplesse lorsqu'elles s'emploieront à résoudre les problèmes en suspens lors des négociations qui s'ouvriront ce week-end au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Ils exhortent également les parties à faire preuve du maximum de retenue et à ne prendre, dans les jours à venir, aucune mesure incompatible avec l'accord conclu à New York et l'excellent climat dans lequel se sont déroulées les négociations.

Les membres du Conseil se félicitent de l'intention du Secrétaire général, annoncée aujourd'hui, de présenter par écrit, au début de la semaine prochaine, un rapport et des propositions en vue de permettre au Conseil de prendre des décisions concernant à la fois la vérification des dispositions relatives au cessez-le-feu et la surveillance du maintien de l'ordre public en attendant la mise en place de la nouvelle police civile nationale. Le Conseil devra, à cette fin, approuver de nouvelles fonctions pour la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador. Les membres du Conseil sont prêts à donner suite sans délai à toutes recommandations que ferait le Secrétaire général.

**Décision du 14 janvier 1992 (3030^e séance) :
résolution 729 (1992)**

Le 10 janvier 1992, conformément à la résolution 693 (1991), le Secrétaire général a soumis au Conseil un rapport⁶³ dans lequel il recommandait d'élargir le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador et de renforcer celle-ci afin qu'elle puisse assurer les fonctions supplémentaires souhaitées par le Gouvernement salvadorien et le FMLN aux termes des accords de paix finals qui devaient être signés à Mexico le 16 janvier 1992. Le Secrétaire général faisait observer que deux accords en particulier concernaient des fonctions supplémentaires de vérification et de contrôle qui nécessiteraient un renforcement immédiat et substantiel de l'effectif de la Mission. En vertu de l'Accord sur la cessation des affrontements armés, qui prévoyait l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu à compter du 1^{er} février 1992, la Mission vérifierait sous tous leurs aspects le cessez-le-feu et la séparation des forces. Aux termes de l'Accord sur la Police nationale civile, la Mission surveillerait le maintien de l'ordre public durant la période de transition jusqu'à la mise en place de la nouvelle Police nationale civile. Si le mandat de la Mission devait être élargi afin que celle-ci puisse s'acquitter de ces nouvelles tâches, il faudrait renforcer l'effectif de la Mission en ajoutant à la Division des droits de l'homme existante deux divisions supplémentaires, l'une militaire et l'autre de police. Le Secrétaire

général recommandait que le Conseil prenne la décision d'élargir le mandat et d'accroître l'effectif avant la signature des accords donnant à la Mission ses fonctions supplémentaires, de sorte que cette dernière soit à même de s'acquitter de ses nouvelles responsabilités dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Il ajoutait que, dans le cadre de sa mission de bons offices concernant le processus de paix en Amérique centrale, il continuerait, comme cela était prévu dans l'Accord de Genève du 4 avril 1990, de compter sur le soutien des États Membres, en particulier de la Colombie, de l'Espagne, du Mexique et du Venezuela (appelés familièrement les « amis du Secrétaire général »)⁶⁴.

À sa 3030^e séance, le 14 janvier 1992, le Conseil, conformément à l'accord auquel il était parvenu lors de ses consultations antérieures, a inscrit à son ordre du jour le rapport du Secrétaire général. Le Président (Royaume-Uni) a invité le représentant d'El Salvador, à sa demande, à participer au débat, sans droit de vote. Il a ensuite appelé l'attention des membres du Conseil sur la déclaration faite par le Président du Conseil le 3 janvier 1992⁶⁵ et sur un projet de résolution qui avait été établi lors de consultations antérieures⁶⁶. Le projet a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 729 (1992) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989,

Rappelant également sa résolution 714 (1991) du 30 septembre 1991, ainsi que la déclaration faite par le Président au nom des membres du Conseil le 3 janvier 1992 après la signature de l'Acte de New York, le 31 décembre 1991,

Rappelant en outre sa résolution 693 (1991) du 20 mai 1991 portant création de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador,

Se félicitant de la conclusion des accords que le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional doivent signer le 16 janvier 1992 à Mexico et qui, une fois appliqués, mettront un terme définitif au conflit armé en El Salvador et ouvriront la voie à la réconciliation nationale,

Demandant aux deux parties de continuer à faire preuve du maximum de modération et de retenue et de ne prendre aucune mesure incompatible avec les accords devant être signés à Mexico ou préjudiciable à ces accords,

⁶⁴ S/23402, par. 17 à 19.

⁶⁵ S/23360.

⁶⁶ S/23411.

⁶³ S/23402 et Add.1 du 13 janvier 1992.

Exprimant la conviction qu'un règlement pacifique en El Salvador contribuera de façon décisive au processus de paix en Amérique centrale,

Se félicitant de l'intention qu'a le Secrétaire général de lui soumettre sous peu sa recommandation concernant l'abrogation du mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date des 10 et 13 janvier 1992;

2. *Décide*, sur la base du rapport du Secrétaire général et conformément aux dispositions de la résolution 693 (1991), d'élargir le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador pour qu'il inclue la vérification et la supervision de l'application de tous les accords entre le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional une fois que ceux-ci auront été signés à Mexico, en particulier l'accord sur la cessation du conflit armé et l'accord sur la création d'une police civile nationale;

3. *Décide également* que le mandat de la Mission, élargi conformément à la présente résolution, sera prorogé jusqu'au 31 octobre 1992 et qu'il sera réexaminé à ce moment-là compte tenu des recommandations que présentera le Secrétaire général;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour accroître l'effectif de la Mission, comme il le recommande dans son rapport;

5. *Demande* aux deux parties de respecter scrupuleusement les engagements qu'elles ont pris en vertu des accords qui doivent être signés à Mexico, de les exécuter de bonne foi et de coopérer pleinement avec la Mission dans sa tâche de vérification de l'application desdits accords;

6. *Réaffirme son soutien* à la mission de bons offices que le Secrétaire général poursuit en faveur du processus de paix en Amérique centrale, et en particulier aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 17 à 19 de son rapport quant à son intention de continuer, comme il était prévu dans l'Accord de Genève du 4 avril 1990 relatif au processus qui doit mettre définitivement fin au conflit armé, à compter sur les Gouvernements colombien, espagnol, mexicain et vénézuélien, ainsi que d'autres États et groupes d'États, pour l'appuyer dans l'exercice de ses responsabilités;

7. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé des faits nouveaux intéressant l'application de la présente résolution et de lui rendre compte des opérations de la Mission avant l'expiration du nouveau mandat.

**Décision du 16 janvier 1992 (3031^e séance) :
résolution 730 (1992)**

Le 14 janvier 1992, conformément à la résolution 719 (1991), le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité un rapport sur le Groupe d'observateurs des

Nations Unies en Amérique centrale⁶⁷, dans lequel il recommandait qu'on mette fin au mandat opérationnel du Groupe à compter du 17 janvier 1992, de sorte qu'il puisse procéder au transfert d'effectifs et de matériel entre ce dernier et la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador. Le Secrétaire général rappelait les observations faites par son prédécesseur dans son rapport du 28 octobre 1991⁶⁸, à savoir qu'il serait nécessaire de réexaminer l'avenir du Groupe d'observateurs en cas de conclusion rapide et satisfaisante du processus de paix en El Salvador, et qu'on s'accordait généralement à penser qu'il fallait mettre en place des opérations de maintien de la paix pour accomplir une tâche donnée durant une période donnée, puis y mettre fin aussitôt après. Le Secrétaire général mentionnait en outre son rapport du 10 janvier 1992, qui comportait des informations détaillées sur les principales tâches supplémentaires de vérification qui incomberaient désormais à la Mission d'observation et sur les ressources qu'elles nécessiteraient⁶⁹. Il considérait que les conditions étaient réunies pour que le Conseil décide de mettre fin au mandat du Groupe d'observateurs et avait fait part de son point de vue aux représentants des cinq pays d'Amérique centrale dans lesquels les effectifs du Groupe avaient été déployés. Il estimait également qu'en l'espèce les considérations ci-dessus devaient l'emporter sur les préoccupations des parties quant à la fin d'une opération de maintien de la paix dans laquelle elles avaient placé leur confiance.

À sa 3031^e séance, le 16 janvier 1992, le Conseil, conformément à l'accord auquel il était parvenu lors de ses consultations antérieures, a inscrit à son ordre du jour le rapport du Secrétaire général. Le Président (Royaume-Uni) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été établi lors de consultations antérieures⁷⁰. Le projet a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 730 (1992) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 719 (1991) du 6 novembre 1991,

Rappelant également sa résolution 729 (1992) du 14 janvier 1992,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général en date du 14 janvier 1992;

⁶⁷ S/23421.

⁶⁸ S/23171.

⁶⁹ S/23402 et Add.1.

⁷⁰ S/23427.

2. *Décide*, conformément à la recommandation formulée au paragraphe 7 dudit rapport, de mettre fin au mandat du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale avec effet au 17 janvier 1992.

Décision du 3 juin 1992 : déclaration du Président

Le 26 mai 1992, conformément à la résolution 729 (1992), le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité un rapport sur les activités de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador depuis l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu entre le Gouvernement salvadorien et le FMLN, le 1^{er} février 1992⁷¹. Dans ce document, il expliquait que la Mission d'observation avait mené à bien les diverses tâches de vérification qui lui avaient été confiées dans les accords signés par les parties. La Mission usait en outre de ses bons offices pour aider celles-ci à mettre en application les accords. Sur ce plan, elle avait bénéficié de l'appui précieux des quatre « amis du Secrétaire général » (Colombie, Espagne, Mexique et Venezuela) et d'autres gouvernements intéressés. La Mission avait en outre participé, en qualité d'observateur, aux travaux de la Commission nationale pour le raffermissement de la paix. Le Secrétaire général faisait néanmoins observer que le processus de paix n'était pas aisé. En effet, les accords, qui étaient complexes et exigeaient une volonté de concession et un changement radical des attitudes politiques et sociales, ne pouvaient pas s'appliquer automatiquement. L'Organisation des Nations Unies était résolue à aider les deux parties, mais il n'y aurait de succès que si ces dernières manifestaient leur volonté politique et acceptaient que la réconciliation soit leur objectif premier au plan national. Le Secrétaire général félicitait les parties pour avoir su maintenir le cessez-le-feu, qui n'avait été violé en aucune occasion. Il constatait cependant qu'un retard considérable avait été pris dans l'application de diverses dispositions des accords, ce qui avait conduit chacune des parties à douter de la bonne foi de l'autre. Il s'inquiétait tout particulièrement du fait qu'aucune des parties n'avait encore regroupé l'ensemble de ses forces dans les secteurs désignés. Le retard pris par le Gouvernement dans l'adoption de mesures qu'il s'était engagé à prendre pour faciliter le retour des anciens combattants du FMLN à la vie civile, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la vie politique et du recrutement

dans la Police nationale civile, et le fait que le FMLN n'avait pas honoré son engagement de réintégrer les premiers 20 % de ses combattants dans la vie civile, constituaient d'autres motifs de préoccupation majeure. Le Secrétaire général ajoutait que la Mission menait ses activités dans un climat de profonde suspicion et que l'attitude d'impartialité qu'elle veillait à garder était parfois interprétée à tort par chacune des parties comme de la partialité en faveur de l'autre partie. Il regrettait à ce propos la récente recrudescence de menaces contre la sécurité de la Mission et de son personnel.

Le 3 juin 1992, à la suite de consultations entre les membres du Conseil, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil⁷² :

Les membres du Conseil de sécurité ont pris connaissance du rapport du Secrétaire général, daté des 26 mai et 19 juin 1992, sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador.

Ils se réjouissent du maintien du cessez-le-feu, qui n'a pas été violé une seule fois depuis son entrée en vigueur, le 1^{er} février 1992.

Les membres du Conseil marquent toutefois leur profonde inquiétude devant les nombreux retards, imputables aux deux parties, dans la mise en œuvre des accords conclus entre le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, et devant le climat de suspicion mutuelle qui subsiste. Une telle situation, si elle devait se prolonger, risque de remettre en cause les fondements mêmes des accords.

Les membres du Conseil demandent instamment aux deux parties de faire preuve de bonne foi dans la pleine application des accords, de respecter les échéances convenues, de consentir tous les efforts nécessaires à la réconciliation nationale en El Salvador et de mettre en œuvre le processus de démobilisation et de réforme.

Les membres du Conseil renouvellent leur appui total à l'action menée par le Secrétaire général et son Représentant spécial en El Salvador, avec l'appui des gouvernements faisant partie du Groupe des amis du Secrétaire général et d'autres gouvernements intéressés. Ils rendent hommage au personnel de la Mission, qui opère dans des conditions fort difficiles, tout en s'inquiétant des menaces qui pèsent sur sa sécurité. Ils rappellent aux parties leur obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la Mission et de ses membres.

Les membres du Conseil continueront à suivre de près l'évolution de la mise en œuvre des accords de paix en El Salvador.

⁷¹ S/23999 et Add.1 du 19 juin 1992.

⁷² S/24058.

**Décision du 30 octobre 1992 (3129^e séance) :
résolution 784 (1992)**

Dans une lettre datée du 19 octobre 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité au sujet de la situation en El Salvador⁷³, le Secrétaire général a indiqué qu'il ne lui semblait pas possible d'achever la démobilisation du FMLN le 31 octobre 1992, comme prévu dans les accords de paix du 16 janvier 1992. En effet, les retards pris dans la mise en œuvre du programme de transfert des terres et du projet concernant la police, qui tous deux auraient dû être menés à bien avant la fin de la démobilisation, avaient conduit à suspendre cette dernière.

Dans une lettre datée du 28 octobre 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité⁷⁴, le Secrétaire général a confirmé qu'il ne serait pas possible d'achever la démobilisation à la date prévue en raison des difficultés ci-dessus. Il avait présenté aux deux parties des propositions visant à surmonter ces difficultés et recommandait qu'entre-temps le Conseil proroge le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador d'un mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 novembre 1992, à titre intérimaire. Le Secrétaire général estimait qu'il serait alors en mesure de faire une recommandation précise sur le mandat et les effectifs dont la Mission aurait besoin pour vérifier l'exécution des dernières phases du processus de paix en El Salvador.

À sa 3129^e séance, le 30 octobre 1992, le Conseil, conformément à l'accord auquel il était parvenu lors de ses consultations antérieures, a inscrit à son ordre du jour la lettre du Secrétaire général datée du 28 octobre. Le Président (France) a appelé l'attention des membres du Conseil sur la lettre du Secrétaire général en date du 19 octobre et sur un projet de résolution qui avait été établi lors de consultations antérieures⁷⁵. Le projet a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 784 (1992) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989,

Rappelant également ses résolutions 693 (1991) du 20 mai 1991, 714 (1991) du 30 septembre 1991 et 729 (1992) du 14 janvier 1992,

Prenant acte de la lettre, en date du 19 octobre 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, dans laquelle il annonçait un retard dans le calendrier prévu par la résolution 729 (1992),

Prenant acte également de la lettre, en date du 28 octobre 1992, adressés au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, dans laquelle il proposait une prolongation intérimaire du mandat actuel de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador,

1. *Approuve* la proposition du Secrétaire général tendant à prolonger pour une période s'achevant le 30 novembre 1992 le mandat actuel de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador;

2. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité, d'ici à cette date, des recommandations, assorties d'incidences financières, sur la durée de la prolongation du mandat, sur le mandat lui-même et sur les effectifs dont la Mission aura besoin, compte tenu des progrès déjà réalisés, pour vérifier l'application des dernières phases du processus de paix en El Salvador;

3. *Demande instamment* aux deux parties de respecter scrupuleusement les engagements qu'elles ont pris en vertu des accords signés le 16 janvier 1992 à Mexico, de les exécuter de bonne foi et de répondre positivement aux propositions que vient de leur faire le Secrétaire général pour surmonter les difficultés actuelles;

4. *Décide* de rester saisi de la question.

Prenant la parole après le vote, le représentant du Venezuela a fait remarquer qu'avec la Colombie, l'Espagne et le Mexique, son pays avait participé à la tâche délicate qui consistait à garantir la mise en œuvre des accords conclus par le Secrétaire général. Il a ajouté qu'il appuyait sans réserve les efforts du Secrétaire général et, reprenant les termes du paragraphe 3 de la résolution, a demandé instamment aux deux parties de répondre positivement aux propositions que ce dernier venait de leur faire pour surmonter les difficultés actuelles. Il a toutefois souligné que son pays considérait ces propositions comme des réponses pratiques et réalistes, et non comme une renégociation des accords signés le 16 janvier 1992 à Mexico⁷⁶.

Le représentant de l'Équateur a dit que l'Organisation des Nations Unies avait joué un rôle sans équivalent dans le rétablissement de la paix en El Salvador et que sa position impartiale dans le conflit lui avait permis de présenter des propositions objectives qui avaient gagné l'assentiment des parties. Il s'est par conséquent félicité de la nouvelle initiative prise par le

⁷³ S/24688.

⁷⁴ S/24731.

⁷⁵ S/24737.

⁷⁶ S/PV.3129, p. 3 à 6.

Secrétaire général et a engagé instamment les parties à coopérer avec ce dernier. Les accords de paix auraient certes dû être appliqués conformément à l'échéancier initial, mais les résultats obtenus à ce jour ne devaient pas être compromis. Il pouvait être très utile de s'accorder sur une prolongation courte et déterminée du calendrier à condition qu'elle serve à réactiver le processus de paix et que les parties y adhèrent en toute bonne foi⁷⁷.

**Décision du 30 novembre 1992 (3142^e séance) :
résolution 791 (1992)**

Le 23 novembre 1992, conformément aux résolutions 729 (1992) et 784 (1992), le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité un rapport dans lequel il recommandait de proroger de six mois le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador⁷⁸. Celle-ci continuait d'exercer toutes les fonctions de vérification qui lui avaient été attribuées au terme des différents accords signés par le Gouvernement salvadorien et le FMLN. Elle avait également prêté ses bons offices de diverses façons pour aider les parties à surmonter les difficultés qui s'étaient présentées dans l'application des accords de paix et avait pris part, en qualité d'observateur, aux travaux de la Commission nationale pour le raffermissement de la paix. S'agissant du calendrier d'application des accords, le Secrétaire général indiquait que son représentant avait, au cours des semaines précédentes, conclu des arrangements avec les parties qui devaient mettre officiellement fin aux hostilités le 15 décembre 1992 (au lieu du 31 octobre, comme cela avait été prévu initialement). Aux termes de ces arrangements, les parties devaient réciproquement tenir un certain nombre d'engagements. La Mission s'employait actuellement à vérifier avec soin l'exécution des arrangements afin que les délais soient respectés.

Le Secrétaire général faisait observer que le processus de paix continuait de paraître irréversible, eu égard notamment au strict respect du cessez-le-feu et à la participation du FMLN à des activités politiques. Il se félicitait de la façon dont les parties avaient surmonté les obstacles, tout en notant que la pleine application des accords de paix nécessiterait de la souplesse et de la retenue, en particulier dans les zones où des affrontements avaient eu lieu. Pour mener à bien

le processus de paix, il faudrait également que la communauté internationale continue d'apporter son appui à la fois en maintenant la Mission et en versant des contributions volontaires pour des activités que le Gouvernement ne pouvait pas financer lui-même mais qui ne pouvaient pas trouver leur place dans le budget de la Mission.

Comme le mandat de la Mission, aux termes de la résolution 693 (1991), était de « surveiller tous les accords conclus entre les deux parties », et comme certaines tâches principales, telles que la réduction des forces armées et la mise en place de la Police nationale civile, se prolongeaient jusqu'en 1994, le Secrétaire général avait l'intention de présenter au Conseil, à intervalles réguliers, ses recommandations sur les activités et effectifs futurs de la Mission, compte tenu des progrès accomplis dans le processus de paix. Il prévoyait que cette dernière achèverait ses travaux à la fin du premier semestre de 1994 et recommandait entre-temps que le Conseil proroge son mandat de six mois, jusqu'au 31 mai 1993. Une telle décision de la part du Conseil apporterait une nouvelle preuve de l'engagement de la communauté internationale envers le processus de paix en El Salvador. Cet engagement reposait bien entendu sur la conviction que les Salvadoriens eux-mêmes manifesteraient une détermination comparable. Le Secrétaire général insistait sur le fait que le pays ne pourrait retrouver le chemin d'une paix durable que si tous les secteurs de la société salvadorienne accomplissaient des efforts résolus. Il appelait ainsi les médias salvadoriens à jouer un rôle positif, compte tenu des menaces anonymes préoccupantes qui étaient parues dans la presse, visant les dirigeants du FMLN, des personnalités politiques et des membres de la Mission, et au sujet desquelles il avait été demandé à plusieurs reprises au Gouvernement d'enquêter⁷⁹.

À sa 3142^e séance, le 30 novembre 1992, le Conseil, conformément à l'accord auquel il était parvenu lors de ses consultations antérieures, a inscrit à son ordre du jour le rapport du Secrétaire général. Le Président (Hongrie) a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution qui avait été établi lors de consultations antérieures⁸⁰.

Prenant la parole avant le vote, le représentant du Venezuela a dit qu'en tant que membre du Groupe des

⁷⁷ Ibid., p. 6 à 8.

⁷⁸ S/24833 et Add.1 du 30 novembre 1992.

⁷⁹ Ibid., par. 84.

⁸⁰ S/24861.

amis du Secrétaire général⁸¹, son pays pouvait témoigner de l'action en faveur de la paix menée par l'Organisation des Nations Unies en El Salvador, avec l'appui et la participation des États-Unis.

Le processus de paix avait mis en évidence les rôles positifs de deux acteurs de premier plan, à savoir l'Organisation des Nations Unies, par sa participation en tant que négociatrice et garante des accords de paix signés par les parties à un conflit civil, et principal responsable, et les pays amis, par l'appui important qu'ils pouvaient apporter au dialogue débouchant sur des accords et au suivi de l'application de ces accords. Ces deux rôles pouvaient contribuer à instaurer la confiance dans les processus de paix et de réconciliation, au plan national comme au plan international⁸².

Le projet de résolution a ensuite été mis aux voix et adopté à l'unanimité en tant que résolution 791 (1992) dont le texte est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989,

Rappelant également ses résolutions 693 (1991) du 20 mai 1991, 714 (1991) du 30 septembre 1991, 792 (1992) du 14 janvier 1992 et 784 (1992) du 30 octobre 1992,

Ayant étudié le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, en date des 23 et 30 novembre 1992,

Prenant note avec satisfaction de l'action que continue de mener le Secrétaire général pour soutenir l'exécution des divers accords que le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional ont signés entre le 4 avril 1990 et le 16 janvier 1992 pour rétablir la paix et favoriser la réconciliation en El Salvador,

Notant que le Secrétaire général se propose, dans cette opération de maintien de la paix et dans les autres, de continuer à exercer un contrôle rigoureux sur les dépenses, étant donné le volume croissant des ressources qui doivent actuellement être affectées au maintien de la paix,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, en date des 23 et 30 novembre 1992;

2. *Décide* de proroger de six mois, soit jusqu'au 31 mai 1993, le mandat de la Mission tel que défini dans ses résolutions 693 (1991) et 729 (1992);

3. *Se félicite* que le Secrétaire général se propose de moduler les futurs effectifs et activités de la Mission en fonction des progrès qui auront été faits dans la mise en œuvre du processus de paix;

4. *Demande instamment* aux deux parties de respecter scrupuleusement les engagements solennels qu'elles ont pris aux termes des accords signés le 16 janvier 1992 à Mexico, de les exécuter de bonne foi et de faire preuve du maximum de modération et de retenue, aussi bien au stade actuel qu'après la conclusion du cessez-le-feu, afin de respecter les nouveaux délais dont elles sont convenues pour mener à bien le processus de paix et assurer le retour à la normale, notamment dans les zones où se sont déroulées les hostilités;

5. *Partage* à cet égard les préoccupations exprimées par le Secrétaire général au paragraphe 84 de son rapport;

6. *Réaffirme son appui* aux bons offices prêtés par le Secrétaire général dans le processus de paix en El Salvador et engage les deux parties à coopérer pleinement avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour El Salvador et la Mission dans leur tâche consistant à aider les parties à exécuter les engagements qu'elles ont pris et à vérifier qu'elles le font;

7. *Prie* tous les États ainsi que les organismes internationaux qui s'occupent de questions de financement et de développement de continuer à soutenir le processus de paix, notamment au moyen de contributions volontaires;

8. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé du déroulement du processus de paix en El Salvador et de lui faire rapport, selon que de besoin, sur tous les aspects des opérations de la Mission, et ce avant l'expiration du nouveau mandat de celle-ci;

9. *Décide* de rester saisi de la question.

⁸¹ Colombie, Espagne, Mexique et Venezuela.

⁸² S/PV.3142, p. 4 et 5.